Le XX^e convoi : études biographiques (Deuxième partie)

Insa Meinen et Ahlrich Meyer

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cmc/692>
DOI : 10.4000/cmc.692
ISSN : 2684-3080

Éditeur

Fondation de la Mémoire Contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2008
Pagination : 35-98
ISSN : 1377-1256

Référence électronique

Insa Meinen et Ahlrich Meyer, « Le XX^e convoi : études biographiques (Deuxième partie) », *Les Cahiers de la Mémoire Contemporaine* [En ligne], 8 | 2008, mis en ligne le 01 février 2020, consulté le 13 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cmc/692> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cmc.692>

Le XXI^e convoi : études biographiques (Deuxième partie)

Insa Meinen – Ahlrich Meyer

Cet essai sur la Shoah en Belgique porte d'une part sur les réactions des Juifs à la persécution et à la déportation imminente, de l'autre sur la manière de procéder des responsables de celles-ci. En prenant l'exemple du XXI^e convoi, qui le 31 juillet 1943 emmena vers Auschwitz un total de 1.560 hommes, femmes et enfants, nous nous sommes posé une série de questions. Comment les Juifs se retrouvèrent-ils aux mains de la police allemande de sécurité ? Comment avaient-ils tenté d'échapper à la déportation ? Quelle trajectoire les déportés avaient-ils déjà derrière eux en tant qu'exilés ? Quelle incidence les stratégies de survie des victimes eurent-elles sur la technique et l'ampleur des arrestations ?

Au centre du propos se trouvent des hommes, des femmes et des enfants juifs dont les biographies ne peuvent bien sûr être rendues que fragmentairement. La première partie de cet essai construit chronologiquement s'était attachée aux multiples aspects de la fuite des Juifs impliquant le franchissement de la frontière¹. Furent présentées les biographies de fugitifs qui parvinrent après 1938 en Belgique en provenance des territoires sous juridiction allemande ou qui, aussi tard que les années 1942-1943, alors que les trains partaient déjà pour Auschwitz, tentèrent de fuir en direction de la France les Pays-Bas et la Belgique occupés.

¹ *Les Cahiers de la Mémoire contemporaine*, n° 7, 2006-2007, pp. 57-109. Le présent texte a été traduit de l'allemand par Jacques Déom. Toutes les données statistiques et biographiques fournies dans cette étude s'appuient, en l'absence de références spécifiques, sur les sources suivantes : Registre des Juifs, Belgique ; fichier Beeckmans – AJB (Association des Juifs en Belgique) ; listes de déportation, Malines ; "reliques" ; instruction Auditorat militaire de Bruxelles - Frank (Musée Juif de la Déportation et de la Résistance, MJDR, Malines) – pour partie, copies intégrales en provenance d'autres archives ; fichier et dossiers *Devisenschutzkommando Belgien* (Centre d'Études et de Documentation Guerre et Sociétés contemporaines, CEGES, Bruxelles, AA 585) ; fichier SD, dossiers SDR - Statut PP (Service des Victimes de la Guerre, SVG, Bruxelles) ; www.yadvashem.org ; www.joodsmonument.nl ; listes de déportation, Drancy (Centre de Documentation juive contemporaine, CDJC, Paris, www.memorialdelashoah.org) ; S. Klarsfeld et M. Steinberg (Éds.), *Mémorial de la déportation des Juifs de Belgique*, 2^e éd., Bruxelles-New York, 1982 ; *Gedenkbuch. Opfer der Verfolgung der Juden unter der nationalsozialistischen Gewaltherrschaft in Deutschland 1933-1945*, 2^e éd., Coblenz, 2006.

Dans la seconde partie, nous traiterons des multiples efforts consentis par les Juifs en Belgique occupée à partir de 1942 en vue de se soustraire à la déportation, par exemple le passage dans la clandestinité ou la mise à l'abri de leurs enfants. Le choix des biographies vise à établir sur base documentaire, outre les réactions des Juifs, les services allemands impliqués dans la persécution et les circonstances à chaque fois spécifiques de l'arrestation.

Aux études biographiques s'ajoutent des estimations statistiques et des analyses historiques dont la portée dépasse les destins individuels aussi bien que l'histoire du XXI^e convoi. De plus, on dresse un tableau détaillé des activités de la Gestapo de Bruxelles et nous proposerons de nouvelles sources qui éclairent les stratégies de survie mises en œuvre par les Juifs, telles qu'elles sont vues par les agents de la déportation.

Mariage

Le 21 juillet 1943, la Gestapo arrêta Sura Rywka GLIKSMAN, ainsi que sa fille de 11 ans, Liliane, dans leur appartement bruxellois. Dix jours plus tard, mère et fille partaient pour Auschwitz par le XXI^e convoi. Sura Rywka Gliksman avait 40 ans. Née en Pologne, c'est à Ixelles qu'elle avait mis sa fille au monde. À l'époque, elle n'était pas encore mariée. Lorsqu'en 1940 elle se fit enregistrer à Saint-Gilles au "registre des Juifs" établi à l'instigation des forces d'occupation, elle indiqua comme profession : colporteur. En 1941, elle déménagea avec sa fille pour le nord de Bruxelles, où elle géra ensuite un magasin de linge de maison. Début juin 1943, elle fut poursuivie par le *Devisenschutzkommando* (DSK, l'organisme allemand chargé du contrôle des devises) qui, sur base d'une dénonciation par l'un de ses informateurs, chercha chez elle pièces d'or et devises. Bien que la procédure se soit avérée vaine, on ne peut exclure que son arrestation par la police politique effectuée peu après ne soit consécutive à une note de la police économique. En tout cas, Sura Rywka Gliksman avait de bonne heure tenté d'échapper, avec sa fille, à la déportation. Le 4 août 1942, date du premier départ d'un train du "camp de rassemblement" de Malines vers Auschwitz, elle avait contracté mariage avec le citoyen belge Gustave R.

Dans le XXI^e convoi se trouvaient plus de dix femmes ayant épousé sous l'Occupation allemande des Belges non juifs. Plusieurs d'entre elles,

comme Sura Rywka Gliksman, vivaient depuis de nombreuses années dans le pays ; d'autres n'avaient fui l'Allemagne qu'en 1939. Mais presque toutes avaient pris en août 1942 le chemin du bureau de l'état civil. Il s'agissait de mariages mixtes arrangés à dessein pour leur ménager une ultime chance de s'assurer en Belgique une vie conforme à la légalité. Au cours du dramatique été 1942, nombre de Juives décidèrent de se marier en hâte. Elles cherchèrent néanmoins à limiter le risque personnel encouru par leur mariage blanc en établissant par devant notaire un contrat censé permettre la dissolution du mariage après le retrait des Allemands². Divers fonctionnaires bruxellois appuyèrent ces efforts secourables en mariant sans tarder les Juifs, quitte à fermer les yeux sur les délais imposés par la loi.

Mais l'occupant réduisit à néant tous les espoirs ainsi suscités. Au mépris du fait que par le mariage les immigrantes juives obtenaient également la nationalité belge, Reeder, chef de l'administration militaire, autorisa dès 1942 le Sipo-SD à déporter à Auschwitz les Juifs vivant en couples mixtes, pour autant qu'ils n'aient pas été déjà mariés avant l'invasion de l'armée allemande³.

« ... n'a pas porté l'"étoile juive" ! »

Leopold WACHS avait fui Vienne pour Bruxelles en mai 1939. Son épouse Eugénie et un enfant de 15 ans restèrent en Autriche. Né en Roumanie en 1891, Wachs possédait la nationalité autrichienne. Dès 1927, il avait quitté la communauté juive de Vienne. Ce qui ne devait pas le mettre à l'abri de l'antisémitisme à base biologique des nazis. Après que les Allemands eurent rattrapé le fugitif à Bruxelles, Wachs obtempéra immédiatement aux ordonnances antijuives : il se fit inscrire en 1940 au "registre des Juifs" et en 1942 à la communauté juive obligatoire (AJB). Alors qu'à Vienne il avait exercé le métier d'employé de commerce, à Bruxelles il pourvoyait à ses besoins comme jardinier et portier. Lorsqu'en juin 1942 l'administration militaire allemande imposa aux Juifs le port d'un signe distinctif, Leopold Wachs perdit son emploi au *Winzerhof*,

² Cfr. H. Moszkiewiez, *Inside The Gestapo. A Young Woman's Secret War*, Londres, 1985, pp. 49 sqq.

³ Cfr. I. Meinen, « Les autorités allemandes d'occupation et l'AJB », dans J.-Ph. Schreiber – R. Van Doorslaer (dirs.), *Les curateurs du ghetto. L'Association des Juifs en Belgique sous l'occupation nazie*, Bruxelles, 2004, pp. 57-90, ici p. 73.

le café bruxellois fréquenté par les troupes allemandes, où il avait gagné sa vie comme portier depuis près de deux ans. C'est devant le même café qu'il fut arrêté en septembre 1942 par un militaire allemand qu'il connaissait. Le sous-officier, qui remarqua que Wachs ne portait pas l'étoile, l'amena à la *Kommandantur* la plus proche. Face aux gendarmes allemands, Wachs tenta de se justifier en avançant qu'il n'avait contrevenu que par exception au devoir de porter l'étoile, afin de pouvoir rendre visite à son ancien employeur, la patronne "aryenne" du café. Mais le sous-officier qui avait pris spontanément l'initiative de poursuivre le Juif et l'avait amené à la *Kommandantur* s'empressait à présent d'ajouter qu'il l'avait déjà aperçu à maintes reprises sans l'étoile. Là-dessus la *Feldgendarmarie* allemande plaça Leopold Wachs en état d'arrestation et l'interna à la prison militaire de Saint-Gilles. Condamné par le tribunal de l'*Oberfeldkommandantur* de Bruxelles, il fut transféré de Saint-Gilles à Merksplas, que les forces d'occupation utilisaient comme camp disciplinaire. Que la juridiction militaire ne l'ait pas livré à la Gestapo immédiatement après qu'il se fut acquitté de sa peine d'internement, comme il advint à d'autres Juifs condamnés, peut être attribué au fait que Wachs avait obtenu son "exemption" provisoire de mise au travail. Relâché de Merksplas à la fin d'octobre 1942, il parvint à décrocher à nouveau à Bruxelles un emploi de portier (cette fois dans un café francophone), qu'il exerça jusqu'à fin mars 1943. En même temps, il changea à plusieurs reprises de domicile. Par la suite, il se maintint apparemment à flot grâce à des emplois précaires. C'est ainsi qu'en juin 1943, il distribua en rue des feuillets publicitaires pour le *Winzerhof* de langue allemande déjà évoqué. Cette activité excluait, autant que sa précédente occupation en tant que portier, le port d'un signe distinctif. Wachs menait donc probablement une existence semi-légale, lorsqu'il fut à nouveau arrêté. Le 10 juin 1943, il fut inscrit à Malines pour le XXI^e convoi. Il ne survécut que d'un an à sa femme demeurée à Vienne. En août 1942, Eugenie Wachs avait été déportée et exécutée au camp de Maly Trostenez, près de Minsk.

Établir les infractions à l'obligation du port du signe distinctif émanant de l'administration militaire faisait partie des tâches caractéristiques de la *Feldgendarmarie* allemande, qui continua, même après le début des déportations, à arrêter des Juifs "sans étoile". C'est de cette manière que la *Feldgendarmarie* amena sans désespérer des Juifs dans les trains à des-

tination d'Auschwitz, non seulement en Belgique, mais également en France.

En juin 1943, le service d'intervention de l'association obligatoire des Juifs de Bruxelles reçut une lettre de Roubaix, dans le Nord de la France. C'est dans cette ville que vivait Alexander RABY, né en Pologne, mais qui s'était marié en France dès 1914. Sa femme s'adressait à l'AJB, parce qu'Alexander Raby avait été déporté de France : « Mon mari a été arrêté par la *Feldgendarmarie* le 22.4.1943 pour n'avoir pas porté l'"étoile juive". Aucune trace à ce jour. Les documents le concernant se trouveraient à Bruxelles. Je vous prie de faire tout ce qui est possible pour retrouver mon mari. Mon mari est citoyen français [et] ancien combattant 1914-1918. »⁴

Le tribunal de l'*Oberfeldkommandantur* de Lille, à moins que ce ne soit la *Feldgendarmarie* elle-même, avait officiellement livré Raby, 55 ans, à la *Sicherheitspolizei* (la police de sécurité). Après plusieurs semaines de détention à la prison de Saint-Gilles à Bruxelles, il fut transféré le 5 juin à Malines. Sa nationalité française ne devait pas le protéger. Avoir enfreint les dispositions allemandes constituait pour les autorités d'occupation un prétexte à déporter également les Juifs de nationalité française qui vivaient dans le Nord de la France et qui, conformément à la réglementation générale, étaient encore exemptés de la déportation. Déclaré "apatride" par la Gestapo, Alexander Raby se vit attribuer le numéro 553 dans le XXI^e convoi.

Faux papiers

Beaucoup de Juifs arrêtés au printemps ou au début de l'été 1943 avaient non seulement ôté de leurs vêtements le signe distinctif, ils avaient de surcroît pu se procurer de faux papiers. Pour les victimes du XXI^e convoi, on peut de fait le montrer dans 92 cas.

Isaac GROISMAN, né à Kichinev en Bessarabie, vivait en Belgique depuis les années 20. Lorsqu'il fut interpellé en rue par le DSK en février 1943, il était âgé de 37 ans, célibataire et détenteur de la nationalité roumaine. Ses faux papiers le donnaient pour italien, mais lors de l'interrogatoire par les fonctionnaires allemands il fut bien obligé de leur

⁴ Lettre avec timbre d'entrée du 11.6.1943, MJDR, AJB-CNHEJ, 14 B (la lettre est conservée en langue allemande).

livrer sa véritable identité. L'inspecteur G. et le secrétaire J., tuyautés par l'un de leurs informateurs, surprirent Groisman en train de tenter de gagner de l'argent en achetant et vendant de l'or. Il savait bien que semblable commerce était interdit, déclara Groisman dans sa déposition, mais il n'avait pour l'heure pas d'autre moyen de gagner sa vie. Garçon de café de son métier, il ne pouvait plus l'exercer suite aux ordonnances anti-juives du commandant militaire. Or les fonctionnaires du DSK ne voyaient rien d'autre, dans les réactions et stratagèmes de survie des persécutés, que la confirmation de leur hargne antisémite. L'inspecteur G. nota dans son rapport : « Groisman est un profiteur et un menteur de la pire espèce, qui ne gagne sa vie que par des trafics illégaux de ce genre. »⁵ Avec l'accord de son supérieur, il livra le prisonnier à la *Sicherheitspolizei* « aux fins de mise au travail ».

Début avril 1943, la Gestapo retira Groisman de la prison militaire de Saint-Gilles et l'amena à Malines. En tant que citoyen roumain, il reçut d'abord un « numéro E », qui le préserva de la déportation par le XX^e convoi. Le statut des Juifs roumains était aussi incertain en Belgique qu'il l'était en France⁶. Après que le gouvernement roumain eut à l'été 1942 retiré sa protection à ses ressortissants juifs en Europe occidentale, les Allemands déportèrent un grand nombre de Juifs roumains : dans le XII^e convoi, qui partit de Belgique en octobre 1942, se trouvaient plus de 80 Roumains⁷. Dans la suite, le gouvernement roumain intervint à plusieurs reprises, dans des cas spécifiques, auprès des Affaires étrangères et, tandis que l'on discutait du rapatriement de Juifs roumains, l'Office central de Sécurité du *Reich* (RSHA) ne pouvait les déporter. Telle était la situation au printemps 1943. Peu après que le Service des Affaires juives de Bruxelles (*Judenreferat*) eut informé l'AJB qu'un représentant du consulat de Roumanie se rendrait pour vérification au camp de Malines, la Gestapo libéra Isaac Groisman, le 11 juin, sur base de sa nationalité. Dans des circonstances non élucidées, il fut à nouveau arrêté deux semaines plus

⁵ Rapport d'enquête du 4.3.1943, CEGES, AA 585/54/12.

⁶ Voir encore pour ce qui suit les communiqués émanant des autorités d'occupation et consignés par l'AJB – service d'interventions – en date des 6.5, 20.5 et 11.6.1943, SVG, R 497/Tr 146.665 ; communiqué du 1.6.1943 aux Juifs roumains, MJDR, A002631. Cfr. Chr. Browning, *The Final Solution and the German Foreign Office*, New York – Londres, 1978, p. 104 ; A. Meyer, *Täter im Verhör. Die "Endlösung der Judenfrage" in Frankreich 1940-1944*, Darmstadt, 2005, p. 412, note 71, et *passim*.

⁷ Ces données chiffrées reposent sur notre exploitation du fichier conservé du *Judenreferat* de la *Sicherheitspolizei* de Bruxelles (SVG).

tard. L'administration ss du camp lui attribua le numéro 1.304 du XXI^e convoi. Or le tribunal de l'*Oberfeldkommandantur* de Bruxelles avait, à l'initiative du DSK, initié à l'encontre de Groisman une procédure qui, menée à bien, aurait pris du temps et lui aurait le cas échéant sauvé la vie. Mais, la veille du départ du XXI^e convoi, le tribunal maintint par écrit son accord à la déportation d'Isaac Groisman. Le *Generalleutnant* Freiherr von H., juge compétent en tant que commandant de l' *Oberfeldkommandantur* de Bruxelles, et le *Feldkriegsgerichtsrat* L. suspendirent la procédure à sa charge « du fait que l'accusé devait être logé [*sic*] au camp de Malines par la *Sicherheitspolizei* et déporté sous peu en Allemagne »⁸. Ce par quoi le sort d'Isaac Groisman était scellé.

La situation des fugitifs en provenance des Pays-Bas s'avérait particulièrement difficile. De nombreux Juifs néerlandais se munissaient de tout un ensemble de faux papiers pour passer les nombreux contrôles qui les attendaient sur la longue route les menant des Pays-Bas en France via la Belgique. Parmi eux Samuel WAGENHUIS, un jeune ouvrier pelletier d'Amsterdam, dans sa vingt-et-unième année, qui tenta à la mi-juin 1943 de fuir dans la zone Sud de la France. Il portait sur lui un faux titre de permission allemand. Le document donnait son détenteur pour travailleur néerlandais de l'Organisation Todt et l'autorisait à un trajet en chemin de fer d'Amsterdam à Brest⁹. À quoi s'ajoutait un passeport néerlandais établi, tout comme la permission, au nom d'Hendrik Meurs. Et pourtant, la fuite de Samuel Wagenhuis se solda par un échec. Il quitta Malines pour Auschwitz avec ses parents par le XXI^e convoi. Salomon Wagenhuis et Elisabeth Wagenhuis-Mok avaient été arrêtés deux semaines avant leur fils, en même temps qu'un groupe de quatorze autres Juifs néerlandais transitant par la Belgique.

Quant aux faux papiers d'identité qu'utilisaient les réfugiés néerlandais déportés de Malines, il s'agissait à vrai dire en général de pièces non pas néerlandaises, mais belges. Le motif semble bien en être que les documents récemment introduits aux Pays-Bas sous occupation allemande s'avéraient bien plus difficiles à falsifier¹⁰. Il est d'autant plus remar-

⁸ Ordonnance du tribunal de l'OFK Bruxelles, 30.7.1942, CEGES, AA 585/54/12.

⁹ Sur l'utilisation de faux papiers OT lors de la fuite des Pays-Bas, cfr. H. Avni, « The Zionist Underground in Holland and France and the Escape to Spain », dans *Rescue Attempts during the Holocaust, Jerusalem, Yad Vashem, 1977*, pp. 555-590, ici p. 567.

¹⁰ Cfr. L. de Jong, *Het Koninkrijk der Nederlanden in de tweede Wereldoorlog*, vol. 5.1, 1975, pp. 445 sqq., surtout pp. 454 sqq.

quable que beaucoup de Juifs néerlandais qui se risquaient à franchir illégalement la frontière surent contourner l'obstacle et se procurer, à Amsterdam même, de faux papiers belges¹¹. En Belgique, où le personnel de largement plus de cent administrations communales francophones mit des cartes d'identité à disposition de Juifs passés dans la clandestinité, les représentants de l'État policier nazi furent bien incapables de procéder à un contrôle effectif de la population locale.

Hijman PERELS, né en 1903 à Amsterdam, où il était jusqu'à sa déportation officiellement domicilié et exerça vraisemblablement en dernier lieu l'activité de commerçant, se fit passer lors de sa fuite vers la France pour un ressortissant belge du nom de Robert Jacques Verheyleweghen. Il fut en mesure de faire état d'un passeport à ce nom à la commune bruxelloise de Schaerbeek, lorsqu'il fut appréhendé en rue, le 7 mai 1943, par S., un agent allemand de la Gestapo. Mais S., chef d'une escouade du Service des Affaires juives de Bruxelles, conçut des soupçons et soumit Hijman Perels à un examen corporel. Suite à quoi il nota sur son passeport : « Juif belge trouvé en rue sans étoile. Est circoncis. S'est fait passer pour aryen. A avoué que juif »¹². Le lendemain, les Allemands amenèrent Perels à Malines. Peu après, son fils de 10 ans, Louis, fut déporté des Pays-Bas au camp d'extermination de Sobibór. Sa femme Lena Perels-Coster avait déjà été victime de la « solution finale » avant que son mari quitte furtivement les Pays-Bas pour la Belgique. Hijman Perels arriva juste un an après elle à Auschwitz par le XXI^e convoi. Il fut probablement gazé dès son arrivée.

Les escouades de la Gestapo chargées des arrestations recouraient à l'examen corporel pour identifier les Juifs. Les hommes juifs ne gardaient pas dans ce cas la moindre chance de dissimuler leur identité. Les femmes juives tentèrent par contre bien des fois de maintenir leur couverture, même après leur arrestation. Elsa EDER, pelletière, avait fui toute enfant sa ville natale de Vienne en juin 1938, avec sa mère Rosa Eder-Künstler et sa sœur cadette Hertha, à destination de Bruxelles. Comme sa mère, née en Pologne, elle possédait la nationalité autrichienne. La famille vivait officiellement réunie à Anderlecht. Il n'est plus possible de savoir si la mère et ses deux filles résidaient encore effectivement en 1943 à leur adresse officielle. Ce qui est sûr, c'est qu'Elsa Eder au moins essaya de se

¹¹ C'est là ce qui ressort des rapports d'interrogatoires du DSK.

¹² "Reliques" Heyman [Hijman] Perels, MJDR.

protéger en utilisant une fausse carte d'identité belge. Ce document provenait de la commune de Roux (Hainaut) et était établi au nom de Lisette Vranckx. Arrêtée en avril 1943, Elsa Eder se refusa obstinément à livrer son véritable nom. Elle contesta être juive. Elle refusa également de fournir des indications sur son lieu de résidence. La Gestapo doit l'y avoir lourdement menacée pour établir finalement son identité. À Malines, elle reçut un des tout premiers numéros du XXI^e convoi, dont la préparation venait de commencer. Trois mois plus tard, onze jours avant son vingtième anniversaire, elle arriva à Auschwitz. Sa mère et sa sœur ne devaient être déportées, ensemble, qu'un an plus tard. Aucune d'entre elles n'a survécu.

Résistance

Par contre, des Juifs partisans et membres de groupes de résistance belges se firent souvent connaître spontanément comme juifs lors de leur arrestation pour échapper à la torture et ne pas se faire arracher par les Allemands des noms et des informations sur les structures de l'action clandestine. Des résistants qui ont survécu à la Shoah l'ont maintes fois attesté. Faux papiers et vie dans la clandestinité pouvaient toujours trouver une justification plausible dans le fait que l'on cherchait à échapper à la persécution des Juifs et que, dans la mesure où l'occupant ne disposait pas d'indications précises sur une activité politique subversive des personnes arrêtées, il amenait sans plus d'ambages ses victimes au camp de Malines. Pas un des membres de la Résistance qui se donna lui-même pour juif aux Allemands n'a sans doute eu l'idée que la déportation de la population civile juive de Malines vers "l'Est" servait l'unique dessein d'assassiner systématiquement hommes, femmes et enfants une fois arrivés à destination. On aura à revenir à la question de ce que l'on savait de la « solution finale ». Dans le XXI^e convoi se trouvaient une série de membres de l'Armée belge des Partisans (PA), affiliée au Front de l'Indépendance (FI), groupe d'organisations dominée par les communistes. Lola RABINOWICZ-BRYFTREGER, Sarah GOLDBERG, Henri WAJNBURG, Roza PRYZANT, Léon WAKSMAN et Gitel WEISSBLUM-WACHSPRESS y appartenaient. Roza Pryzant, qui portait sur elle des documents accablants, subit la torture avant d'admettre qu'elle était juive

et d'être transférée à Malines. Tout comme Henri Wajnberg et Léon Waksman, elle ne revint pas d'Auschwitz.

Les relations que l'on doit à des partisans survivants nous fournissent quelques informations sur la persécution et les réactions des Juifs déportés qui avaient pris part à la résistance armée contre les forces allemandes d'occupation¹³. En ce qui concerne les membres d'organisations clandestines non armées, on dispose des mémoires de Sara GUTFRAJNFELZENSTEIN, qui avait travaillé au Comité de Défense des Juifs (CDJ)¹⁴. On en sait moins sur d'autres membres de la Résistance déportés par le XXI^e convoi.

C'est par exemple le cas d'Estera NAJBERGER, une immigrante polonaise, couturière de son métier. Elle aussi s'engagea dans l'action du CDJ (Comité de Défense des Juifs). Elle rassembla auprès de Belges et de Juifs vêtements, timbres de ravitaillement et argent nécessaires à soutenir des Juifs "cachés". À l'occasion, elle doit avoir en outre distribué *Le Flambeau*, l'organe clandestin que le CDJ éditait pour faire circuler l'information. Le 31 mai 1943, Estera Najberger fut arrêtée avec son mari Mordka GUTMAN. Leur arrestation eut lieu indépendamment de celle d'autres résistants et n'eut pas lieu dans le cadre d'une mission. Un rexiste du nom de J. et son adjoint vinrent trouver les époux à leur domicile d'Uccle (Bruxelles) et leur dirent sans ambages qu'ils étaient juifs. Leur logement ne constituait qu'une cache, car l'adresse officielle d'Estera Najberger et de son mari était toujours à Saint-Gilles (Bruxelles). C'est en vain qu'Estera Najberger tenta de soudoyer le rexiste pour obtenir leur relaxe. Elle et son mari furent amenés à l'avenue Louise, pour se retrouver quelques jours plus tard à Malines, où l'administration du camp porta leur nom sur la liste du XXI^e convoi. Estera Najberger fut enregistrée à Auschwitz et mise au travail obligatoire au *Kommando* munitions. Elle survécut aux marches de la mort et à plusieurs camps. Rentrée en Belgique en mai 1945, cette femme de 32 ans, dont les Allemands avaient assassiné le mari, était si marquée par la souffrance qu'elle resta longtemps en incapacité de travail.

¹³ Cfr. par exemple Les Enfants des Partisans juifs de Belgique (eds.), *Partisans armés juifs, 38 témoignages*, Bruxelles, 1991.

¹⁴ *Ibid.* Pour le CDJ, voir à titre d'exemple L. Steinberg, *Le Comité de Défense des Juifs en Belgique*, Bruxelles, 1973.

En 1949, comme d'autres Juifs survivants, elle fut entendue comme témoin par la police belge. Pour pouvoir condamner les auteurs, le tribunal militaire de Bruxelles chercha à établir si les ss du camp de Malines avaient parlé du véritable objectif des déportations. Estera Najberger se souvenait de déclarations du chef ss allemand, B., responsable de l'administration du camp. Sa déposition est typique, dans la mesure où elle atteste du caractère contradictoire des informations auxquelles étaient confrontés les Juifs : « Je n'ai jamais entendu dire que ceux qui devaient partir pour Auschwitz étaient voués à la mort. Le jour avant notre départ, B. a tenu un discours dans notre salle [...], en nous disant que nous allions partir pour un camp de travail et que nous serions bien. Toutefois le lendemain il était ivre et alors il criait "*Himmelkommando*" [*Kommando* ciel]. À ce moment je n'ai pas compris ce qu'il avait voulu dire. Ce n'est qu'en arrivant à Auschwitz que j'ai compris. »¹⁵

Bien des Juifs furent arrêtés au cours de leurs activités clandestines. Parmi eux Jacheta ABRAMOWICZ, comme deux proches en ont témoigné après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Elle fut victime de la « solution finale » allemande. Jacheta Abramowicz naquit à Berlin en 1899 et possédait la nationalité polonaise. Dans les années 20, elle émigra en Belgique depuis la ville industrielle de Herne, dans l'ouest de l'Allemagne. Elle y mit au monde deux enfants avant de faire, elle et son mari, enregistrer leur mariage à l'état civil à Charleroi en 1938. Avant l'occupation allemande, elle exerçait le métier de commerçante en textiles, tandis que son mari était employé. Jusqu'en août 1942, la famille employa une bonne ; cette jeune femme fut déportée de Belgique pour Auschwitz par le premier convoi.

Sous le faux nom de Joséphine Deprez, Jacheta Abramowicz travailla pour le Front de l'Indépendance. Elle collecta notamment de l'argent pour les clandestins. De plus, elle prit part à la distribution de la *Libre Belgique* clandestine. Lorsqu'elle fut arrêtée le 21 juillet 1943, elle aurait eu sur elle de fausses cartes d'identité, des timbres de ravitaillement et plusieurs dizaines de milliers de francs belges, destinés à des Juifs qui vivaient cachés à Châtelet. C'est dans ce faubourg de Charleroi que se déroula son arrestation. Comme le déclara après-guerre dans sa déposition à la police belge une connaissance qui avait accompagné Jacheta Abramo-

¹⁵ Déposition d'Ester Najberger du 5 mars 1949, Auditorat militaire de Bruxelles (AMB), dossier Boden.

wicz, elle fut interpellée par T., un collaborateur belge de la Gestapo, et son adjoint B. Les rexistes – tous deux plus tard condamnés à mort pour collaboration – exigèrent de voir son laissez-passer et lui intimèrent l'ordre de les suivre. Elle refusa, put s'enfuir à la faveur de l'empoignade, mais peu après les collaborateurs la rattrapèrent et l'amènèrent au poste de police belge de l'endroit, non sans avertir en même temps la police allemande. La Gestapo ou la *Feldgendarmarie* entra en lice et incarcéra Jacheta Abramowicz à la prison de Charleroi. Le 30 juillet, les Allemands la transférèrent à Malines, où se trouvaient également ses beaux-parents et sa belle-sœur, à vrai dire tombés dès avril ou mai 1943 aux mains de la *Sicherheitspolizei*. Déportée par le XXI^e convoi, Jacheta Abramowicz fut soumise à l'"extermination par le travail". D'après une information émanant d'une codétenue survivante, elle trouva la mort en décembre 1944 – la Belgique était à ce moment déjà libérée – durant l'appel au camp d'Auschwitz-Birkenau.

Officiellement reconnu après guerre comme membre de la Résistance armée, Maurice SZTAJMAN fut arrêté dans le cadre de sa collaboration au groupe de résistance civile Les Insoumis¹⁶. Ce tailleur, né à Varsovie en 1903, exerça son métier jusqu'à fin 1941. Travaillant à domicile, il fabriquait des imperméables dans son appartement de Bruxelles. Il passa alors, comme il le déclara lui-même, dans la clandestinité. Le 20 juillet 1943, "Martin" – tel était son nom de guerre – avait rendez-vous tôt le matin en rue à Etterbeek (Bruxelles) dans le cadre d'une mission. À son arrivée, il fut arrêté par la *Geheime Feldpolizei* (GFP, la police militaire secrète)¹⁷. Elle l'amena rue Traversière à Bruxelles, où le groupe 530 de la GFP avait son siège. En cours de route, Maurice Szajman fit disparaître une liste de noms et d'adresses dont le rendez-vous avait pour objet la remise. Comme il l'indiqua après la guerre, la GFP l'entendit sur son réseau de Résistance et, sans qu'il eut pipé mot en dépit des coups reçus, le mit à la disposition de la *Sicherheitspolizei* avenue Louise. À nouveau interrogé et battu, il admit qu'il était juif, sur quoi on l'amena à Malines. Dix jours plus tard, le XXI^e convoi partait. Il arriva alors au camp annexe de Jaworzno, où il fut affecté au travail forcé dans les houillères. Lors de la marche de la

¹⁶ Sur l'organisation Les Insoumis, qui éditait l'important journal clandestin homonyme et mena finalement aussi une résistance armée contre les forces d'occupation, *cfr.* Fabrice Maerten, *Du mur-mure au grondement. La Résistance politique et idéologique dans la province de Hainaut pendant la Seconde Guerre mondiale (mai 1940- septembre 1944)*, Mons, 1999, 3 vols., t. 2, pp. 617 sqq.

¹⁷ Voir aussi à ce propos la déposition de Moïse Sztajman du 27.7.1949, AMB, dossier GFP 530, 193.

mort, il put finalement s'enfuir et rentra à Bruxelles via Czystochowa et Odessa. Jusqu'au début 1948, son état de santé, consécutif à sa détention, le rendit inapte au travail.

Arrestation en dehors du domicile

Dans la littérature sur le sujet, on admet que les Juifs qui n'abandonnèrent pas leur domicile légal en Belgique furent presque tous arrêtés¹⁸. Les Allemands vinrent-ils effectivement chercher leurs victimes à leur domicile déclaré ? La question est importante, parce qu'elle porte dans une égale mesure sur les stratégies de survie de la population juive, les techniques allemandes d'interpellation et la pertinence des registres établis respectivement par les autorités belges et la communauté juive obligatoire (AJB). Nous reviendrons sur les arrestations qui eurent lieu au ou à proximité du domicile, qui présentèrent en fait une grande ampleur. On peut néanmoins établir que des centaines de Juifs qui quittèrent la Belgique le 31 juillet 1943 par le XXI^e convoi n'avaient pas été arrêtés chez eux. Parmi les lieux éminemment propices aux arrestations, en dehors de la maison, on comptait, outre la rue, les transports en commun, les gares, les points de distribution de timbres de ravitaillement et les lieux de travail.

Zyman-Szmul CHRZANOWSKI naquit en 1902 à Dombrowa en Haute-Silésie et apprit le métier de tailleur. Il possédait la nationalité polonaise. En 1943, il habitait Molenbeek (Bruxelles), alors que ses faux papiers belges provenaient de la commune de Tilly (province du Brabant wallon). Son arrestation eut lieu dans le tram à Bruxelles. C'est un SS flamand qui appréhenda Chrzanowski à la mi-avril 1943. Après avoir été brièvement détenu rue Van Orley, où le bureau de Bruxelles de la *Germanische-SS* avait son siège, les collaborateurs belges le livrèrent le 19 avril au service des Affaires juives avenue Louise. Comme la Gestapo en fut informée, ce Juif avait fait une impression plus que suspecte et s'était trouvé en compagnie d'un autre Juif qui était armé et s'était soustrait à l'interpellation¹⁹. Une femme proche du prisonnier, vraisemblablement sa

¹⁸ S. Brachfeld, *Ils ont survécu. Le sauvetage des Juifs en Belgique occupée*, Bruxelles, 2001, p. 71.

¹⁹ Du fait que les collaborateurs ne détenaient officiellement aucune compétence exécutive, on ne peut exclure que cet accompagnateur armé relève d'une invention des SS flamands, censée suggérer qu'il y avait eu "péril en la demeure".

cousine, tenta de lui remonter le moral par une lettre qu'elle lui adressa en prison : « Ai [*sic*] courage et espoir, à la fin ces messieurs qui te tiennent, verront tout de même que tu n'es qu'un simple juif. »²⁰ L'auteur ne soupçonnait manifestement pas que cette affirmation, que les Allemands s'empressèrent de relever, équivalait pour Chrzanowski à une condamnation à mort. La Gestapo l'amena au camp de transit de Malines, où il resta encore interné trois mois, en attendant que le XXI^e convoi ne parte.

Herzek GOLDFARB était âgé de 38 ans. Il avait trois enfants. Ses deux fils aînés étaient nés en Pologne, le plus jeune à Ixelles (Bruxelles) dans les années 30. Après l'invasion allemande, la famille habita Seraing (province de Liège), puis Anderlecht (Bruxelles), avant de déménager, en 1940 encore, pour Charleroi. Goldfarb, qui avait été tailleur de diamant à Anvers, descendait à présent dans la mine. Alors que beaucoup d'autres Juifs, par le biais du travail obligatoire dans l'industrie minière wallonne, purent éviter en 1942 le recrutement forcé pour l'Organisation Todt, Goldfarb fut arrêté en juin ou juillet 1942, transféré dans le Nord de la France au camp de Boulogne de l'Organisation Todt et affecté aux chantiers du Mur de l'Atlantique. Mais il s'évada quelques semaines plus tard. Il trouva une planque dans la banlieue de Charleroi et se procura un faux laissez-passer. Durant près d'un an, il put se terrer dans la clandestinité. À la mi-juin 1943, il se retrouva avec son fils aîné de 15 ans pris dans un contrôle d'identité à la gare de la petite localité flamande de Booischot, dans la province d'Anvers. Ce furent deux hommes en civil, très vraisemblablement des SS, qui arrêterent les Goldfarb ; l'un d'entre eux faisait partie des collaborateurs belges et parlait néerlandais. Ils amenèrent tout d'abord leurs victimes dans un café local. Là, le fils put s'échapper et parvint à se planquer, tandis que son père était menotté à un banc. Herzek Goldfarb chercha lui aussi à se libérer et appela à l'aide une femme témoin de la scène. Mais les policiers allemands (ou leurs acolytes) l'emmenèrent du restaurant. Comme ils ne disposaient que de bicyclettes, ils en réquisitionnèrent une supplémentaire pour escorter personnellement Goldfarb jusqu'à la plus proche prison ou peut-être directement à Malines. Affecté au XXI^e convoi, Goldfarb disparut à Auschwitz. Ses trois fils connurent

²⁰ MJDR, "reliques" de Zyman-Szmul Chrzanowski.

la fin de la guerre en Belgique : dès fin 1942, le père en avait caché au moins un²¹.

Le tailleur Mordka KAWA et sa femme Chana KAWA-BENICH vivaient depuis plus de dix ans en Belgique lorsque les Allemands occupèrent le pays. Tous deux étaient venus au monde en Pologne peu avant le tournant du siècle, lui en 1898, elle en 1895. Avec leurs deux enfants, ils habitèrent successivement diverses communes bruxelloises, dont Schaerbeek à partir de fin 1940 au plus tard. Tauba, la fille aînée, 17 ans, avait été expédiée de Belgique à Auschwitz dès août 1942 par le II^e convoi. Au cours de la même année, les parents et leur cadette passèrent dans l'illégalité. Ils restèrent à Schaerbeek, fuyant d'une cachette à l'autre. Ils trouvèrent un appui en la personne du policier bruxellois D., dans l'appartement de qui ils logèrent également à l'occasion. En juin 1943, Mordka Kawa fut arrêté au guichet de distribution des timbres de ravitaillement à la maison communale de Schaerbeek. Ce fut vraisemblablement le fait de membres de la Gestapo, car c'était en effet la Gestapo qui utilisait fréquemment comme piège les distributions de timbres²². Dès le printemps 1942, elle avait procédé à Anvers à des arrestations massives de Juifs aux points de distribution. La communauté juive obligatoire (AJB) avait bien obtenu à ce moment que le chef de l'administration militaire mette un terme aux arrestations à grand spectacle, dans lesquelles des Belges non juifs étaient également impliqués, parce qu'elles allaient à l'encontre de l'objectif allemand de susciter le moins d'effervescence possible lors de la déportation des Juifs. L'arrestation sporadique d'individus juifs "cachés" était par contre parfaitement consonante avec la politique de Reeder. Suite à l'arrestation de Mordka Kawa, les Allemands découvrirent l'adresse de sa planque. Sa femme Chana Kawa-Benich y fut arrêtée et, à Malines, placée avec son mari sur la liste du XXI^e convoi. Leur fille cadette échappa néanmoins aux assassins. Elle resta cachée jusqu'à la fin de l'occupation chez D., le policier bruxellois.

Rosalie Leonore KOSTERLITZ, née citoyenne polonaise à Berlin, émigra en Belgique en 1935, à l'âge de 21 ans. Peu après l'invasion allemande, elle épousa à Schaerbeek Szyja-Heszel (Salomon) ALBERT, originaire de Var-

²¹ Cfr. M. Steinberg, *L'étoile et le fusil*, t. 3 : *La traque des Juifs 1942-1944*, Bruxelles, 1986, vol. 1, p. 168.

²² C'est de cette façon qu'Henri LIEBMAN, 15 ans, se retrouva également dans le XXI^e convoi. Cfr. M. Liebman, *Né juif, une enfance juive pendant la guerre*, Paris, 1977, pp. 109 sqq.

sovie, qui était d'un an plus jeune qu'elle. Tous deux travaillaient dans la maroquinerie. Au printemps 1941, une fille vint au monde. Fin juillet 1942, lorsque commença la déportation des Juifs vers l'Allemagne, la famille déménagea pour Wezembeek-Oppeem dans la banlieue bruxelloise, mais regagna Schaerbeek (Bruxelles) deux mois plus tard. Les parents y vécurent manifestement dans la légalité et travaillèrent dans leur atelier, qu'ils tenaient avec un associé belge. L'atelier se trouvait à une autre adresse que leur logement et n'était pas visible de la rue. Tous deux furent néanmoins arrêtés sur leur lieu de travail vers la mi-mai 1943. On peut supposer qu'ils furent dénoncés. Ils auraient été emmenés en voiture par la Gestapo en civil. Deux jours plus tard, ils furent enregistrés à la caserne Dossin à Malines pour le XXI^e convoi. Rosalie Leonore Albert-Kosterlitz allait si mal qu'elle fut transférée du camp à l'hôpital local, où elle resta en traitement des semaines durant. Après un mois et demi de plus passé au camp de Malines, on l'amena à Auschwitz en même temps que Salomon Albert. Les deux époux avaient pourtant réussi à sauver leur petite fille. Peu avant leur arrestation, ils l'avaient confiée à un couple belge schaerbeekois de leurs amis, qu'ils connaissaient d'avant l'occupation. Dans le XXI^e convoi se trouvaient nombre de pères et de mères qui s'étaient résolus à se séparer de leurs enfants et avaient trouvé le moyen de mettre leurs fils et leurs filles à l'abri avant d'être eux-mêmes arrêtés.

Enfants cachés

Dès août 1942, quand les premiers trains partirent de Belgique pour Auschwitz, de nombreux parents juifs avaient confié leurs enfants aux soins d'institutions catholiques ou de personnes privées non juives²³. En septembre 1942 fut fondé le Comité de Défense des Juifs (CDJ), qui organisa la mise à l'abri d'enfants, en persuadant résolument les parents de se séparer de leurs enfants et en fournissant de l'aide aux Juifs "cachés". Le même mois, les Allemands obtinrent de premières indications selon lesquelles des enfants juifs étaient hébergés dans des institutions catholiques

²³ Voir aussi pour ce qui suit Salomon Van den Berg, *Journal de guerre*, s.l.n.d., manuscrit inédit (CEGES, AB 207), pp. 96 sqq. ; M. Steinberg, *L'étoile et le fusil*, t. 3 : *La traque des Juifs 1942-1944*, Bruxelles, 1986, vol. 1, pp. 65 sqq., 123 sqq., 143 sqq.

ou à la campagne chez des paysans²⁴. Huit mois plus tard, alors que le XXI^e convoi était en préparation, le service des Affaires juives informa l'AJB que le séjour illégal d'enfants juifs chez des "aryens" ne serait pas plus longtemps toléré. À la mi-mai 1943, l'occupant estimait les enfants cachés à quelque 800 – en fait ils étaient encore davantage. Le 20 mai, une escouade de la Gestapo – le *Kriminalsekretär* S. accompagné du délateur "J." – fit son apparition dans un couvent catholique à Anderlecht (Bruxelles), qui hébergeait à cette époque quinze jeunes Juives. Mais ces enfants purent être sauvées. Après que la supérieure eut refusé sous un quelconque prétexte qu'elles soient immédiatement emmenées, la reine Élisabeth et l'AJB adressèrent une requête à différents services allemands, tandis qu'un petit groupe de partisans juifs et non juifs arrachait les jeunes filles à l'institution et les soustrayait de la sorte à l'emprise des Allemands²⁵. Le lendemain, ceux-ci réagissaient en arrêtant le couple Heiber. Maurice Heiber était officiellement à la tête de la section Aide sociale de l'AJB ; dans la clandestinité, il dirigeait la commission Enfants du CDJ, au sein de laquelle sa femme Estera Heiber jouait également un rôle déterminant. Dans la foulée, Salomon Van den Berg, membre dirigeant de l'AJB, notait dans son journal : « Il semble donc que la guerre contre les enfants ait commencé »²⁶. Ce qu'indiquaient également deux autres arrestations, qui touchèrent elles aussi, en mai 1943, des membres de l'AJB (et du CDJ). Mais en réalité, comme l'a bien montré l'historien Maxime Steinberg, la Gestapo était dans le brouillard et ne parvint pas à identifier les structures illégales mises en place pour sauver les enfants juifs. Le couple Heiber, dont elle ne soupçonna jamais l'activité clandestine au

²⁴ Rapports de Belgique et du Nord de la France n° 18 du 15 septembre 1942, Bundesarchiv Berlin, RH 58/6399, p. 32. Sur ce qui suit : PV des séances communes du comité directeur et du comité local de Bruxelles de l'AJB, 19.5.1943, SVG, R 497/Tr 202.700.

²⁵ Dans la littérature récente, on confond cette opération de sauvetage avec une arrestation et, suite à la lecture erronée d'un rapport de la police de Bruxelles, on admet que la Gestapo a arrêté les jeunes filles (R. Van Doorslaer (dir.), *La Belgique docile. Les autorités belges et la persécution des Juifs en Belgique pendant la Seconde Guerre mondiale*, Bruxelles, 2007, p. 640). Sur les circonstances de cette opération de sauvetage, cfr. M. Steinberg, *L'étoile et le fusil*, t. 3 : *La traque des Juifs 1942-1944*, Bruxelles, 1986, vol. 1, pp. 158 sqq. ; vol. 2, pp. 204 sq.

²⁶ Salomon Van den Berg, *Journal de guerre...*, p. 98. Voir aussi à ce propos les dépositions de Maurice Heiber du 25.2.1949, AMB, dossier Boden. Sur la collaboration de l'AJB et du CDJ dans la cache des enfants, cfr. C. Massange, « La Politique sociale » dans J.-Ph. Schreiber – R. Van Doorslaer (éds.), *Les curateurs du ghetto. L'Association des Juifs en Belgique sous l'occupation nazie*, Bruxelles, 2004, pp. 277-316.

CDJ, devait recouvrer la liberté en 1944 au terme d'une détention relativement longue au camp de Malines.

Ce dut être un hasard ou une dénonciation qui conduisit, quelques semaines plus tard, les Allemands sur la piste d'un autre groupe d'enfants cachés. Le 12 juin 1943, ils arrêtaient dans un pensionnat laïque pour jeunes filles, le Home Gatti de Gamond à Woluwe-Saint-Pierre (Bruxelles), dix garçons et filles âgés de 2 ans et demi à 15 ans. Chaja GANCARSKI, tout juste 18 ans, membre juive du CDJ, qui au printemps encore avait été "exemptée" de la déportation en sa qualité de puéricultrice employée par l'AJB, s'était occupée du groupe²⁷. Elle aussi tomba aux mains de l'occupant, tout comme un couple juif qui se cachait dans l'institution. Neuf des enfants vivaient depuis leur naissance à Bruxelles et plusieurs d'entre eux étaient frères et sœurs. C'est le cas de David, Abraham, Rosa et Paul KWIATKOWSKI. Les trois frères avaient 13, 12 et 2 ans et demi ; leur sœur avait fêté son dixième anniversaire fin mai 1943. Citoyen polonais et tailleur de son métier, leur père était, comme ses enfants, officiellement domicilié à Saint-Josse-ten-Noode (Bruxelles). Il devait être déporté de Belgique à Auschwitz l'année d'après par l'un des derniers convois. Du groupe qui avait été arrêté en 1943 avec ses enfants au pensionnat de Woluwe et déporté par le XXI^e convoi, seule Chaja Gancarski revint d'Auschwitz. Également déportés en Allemagne, la directrice du pensionnat et son mari, les Ovar, payèrent leur courage de leur vie.

L'arrestation d'un groupe d'enfants cachés était pourtant l'exception. Les séides d'Eichmann eurent bien de la peine à mettre la main sur les enfants cachés. Les recherches portant sur le sort de la famille des Juifs déportés l'attestent de manière impressionnante. Au moins 74 enfants de moins de 16 ans enregistrés en Belgique dont les pères et mères se trouvaient dans le XXI^e convoi échappèrent à la « solution finale »²⁸. Combien

²⁷ Attestation du comité local de l'AJB de Bruxelles pour Chaja Gancarski du 4.8.1942, MJDR, AJB – Mise au travail Nord de la France ; B : farde 13 : correspondance. La plupart des sources primaires pour cette arrestation se trouvent dans le Dossier statut de Chaja Gancarski (SVG).

²⁸ Le total des enfants sauvés est sans doute encore plus élevé. Nos recherches sur les enfants des parents déportés par le XXI^e convoi s'appuient sur la partie conservée du fichier familial établi en 1942 par l'AJB (Fichier Beeckmans – AJB), dans lequel moins de la moitié des victimes du XXI^e convoi sont consignées, sur des remarques dues aux autorités belges d'après-guerre dans le fichier conservé du SS-*Judenreferat*, ainsi que sur des découvertes occasionnelles. On n'a pris en considération que les enfants dont les père et mère ont tous deux été déportés de Belgique par le XXI^e convoi (ou

de ces enfants furent mis à l'abri par leurs parents dans des institutions catholiques ? Combien remis à des familles "aryennes" ou confiés aux collaboratrices de l'AJB ? Combien d'entre eux ont été cachés à la dernière minute à la maison ? Combien échappèrent à l'arrestation par pur hasard ? Autant de questions auxquelles on ne peut répondre. Mais dans la majorité des cas, ces enfants ont dû être cachés tôt ou tard.

Inversement, la très grande majorité des victimes mineures du XXI^e convoi n'ont pas été arrêtées indépendamment de leur famille en un lieu d'hébergement clandestin, mais avec leurs parents ou l'un d'eux au moins. Sur un total de 194 enfants en dessous de 16 ans, moins de 30 partirent pour Auschwitz sans père ou mère ou, le cas échéant, sans grands-parents ou parents adoptifs. La souffrance de ces enfants amenés sur les lieux de leur mort dans des wagons à bestiaux au milieu d'adultes étrangers dépasse l'imagination. Pour autant que l'on puisse en savoir plus long sur leur arrestation, il ne s'agissait pourtant pas, indépendamment des dix enfants du pensionnat pour filles de Woluwe, d'enfants cachés isolément ou en groupes. Il ne subsiste qu'une douzaine de cas dans lesquels les conditions de l'arrestation sont totalement inconnues. C'est pourquoi la Gestapo ne peut s'être emparée que très exceptionnellement d'enfants cachés "isolés".

Le nombre limité de mineurs arrêtés seuls dans des circonstances obscures indique en même temps que les Allemands ne se rabattirent pas non plus sur les homes de l'AJB pour faire le plein du XXI^e convoi. Depuis qu'en novembre 1942 la *Sicherheitspolizei* avait dû remettre en liberté plus de cinquante enfants qu'elle avait arrêtés au home de Wezembeek-Oppeem, des rafles dans les homes d'enfants gérés par la communauté juive obligatoire étaient d'ailleurs exclues d'emblée. Elles allaient à l'encontre des options politiques du commandant militaire, qui entendait maintenir la coopération avec l'administration belge et avec l'AJB et simultanément nourrir l'illusion d'une existence légale des Juifs, afin de prévenir leur "plongée dans la clandestinité".

En ce qui concerne le transfert d'enfants isolés des homes au camp de Malines, nous savons certes que la Gestapo d'Anvers logea, jusqu'à leur départ pour Malines, les mineurs arrêtés en même temps que leurs parents à l'orphelinat de l'AJB, mais nous ignorons encore si et dans quelles pro-

par un convoi précédent), pour autant que la mère n'ait pas été seule à s'occuper de l'enfant, parce qu'elle était par exemple veuve ou célibataire.

portions des enfants “isolés” individuels, dont le nombre augmentait à chaque train en partance pour Auschwitz, furent arrêtés dans les homes de l’AJB²⁹. Il n’est dès lors pas sans importance de garder présent à l’esprit que pour la période de préparation du XXI^e convoi, on ne peut faire état que de deux arrestations de ce type. Les petites Sarah et Paula B., qui n’étaient nées – à Anvers – qu’en 1940 et 1942 et dont les parents avaient été déportés à l’automne 1942, se trouvaient avec deux autres enfants dans une cachette à Ekeren (Anvers), lorsqu’en mai 1943 leur nounou fut arrêtée et dut les abandonner à leur sort³⁰. L’AJB accueillit les sœurs dans son orphelinat de la Lange Leemstraat à Anvers. En juillet 1943 au plus tard, les Allemands amenèrent Sarah et Paula B. à Malines. À cette époque, l’AJB négociait depuis des mois déjà avec la *Sicherheitspolizei* la mise en liberté des enfants isolés internés à Malines. Pour leur éviter la déportation, la communauté juive obligatoire travaillait depuis mars 1943 à ouvrir de nouveaux homes³¹. Car la Gestapo s’entendait à nourrir l’espoir fallacieux que la relaxe d’enfants de Malines soit fonction des capacités d’accueil des homes de l’AJB. Certes, peu avant le départ du XXI^e convoi, elle refusa toute libération en général, mais fit bel et bien transférer dix-huit enfants isolés de Malines dans un orphelinat bruxellois de l’AJB³². Les sœurs Sara et Paula B. appartenaient à ce groupe et échappèrent à la déportation et à la mort.

Arrestation dans la cachette

Fela ORENSZTEIN, née en 1888 à Sosnowice (Pologne), vivait en Belgique depuis les années 20. Elle était mariée et avait mis au monde quatre enfants. Lorsque l’armée allemande envahit le pays, ses deux filles étaient

²⁹ Cfr. M. Steinberg, *L’étoile et le fusil*, t. 3 : *La traque des Juifs 1942-1944*, Bruxelles, 1986, vol. 2, p. 242, note 72. Que les enfants arrêtés à Anvers avec leurs parents aient entretemps été internés en orphelinat doit sans doute être attribué au fait que les administrations carcérales allemandes n’admettaient pas les enfants, tandis que les Juifs adultes arrêtés à Anvers furent en général d’abord amenés dans les prisons locales de la *Wehrmacht*. À Bruxelles, la *Sicherheitspolizei* détenait des enfants avec leurs parents dans sa cave de l’avenue Louise.

³⁰ Correspondance du comité local de l’AJB d’Anvers avec la Sipo-SD d’Anvers (IV B 3) du 29.5.1943, MJDR, A003205.1 ; liste des enfants relaxés du camp de Malines du 19 juillet 1943, MJDR, A004407.1.

³¹ Catherine Massange a déjà souligné cette relation : cfr. « La politique sociale... », pp. 301, 307.

³² Sur les circonstances de cette libération, cfr. M. Steinberg, *L’étoile et le fusil*, t. 3 : *La traque des Juifs 1942-1944*, Bruxelles, 1986, vol. 1, pp. 218 sq.

déjà adultes et ses deux fils, nés à Anvers, avaient respectivement environ 16 ans et presque 18. Son mari qui, comme elle, provenait de Sosnowice mourut en mars 1941. Fela Orensztein, qui n'avait appris aucun métier, mais travaillait comme coiffeuse pendant l'Occupation, déménagea peu après à Berchem (Anvers) avec ses deux fils. Les fils tentèrent à l'automne 1942 au plus tard de fuir vers la France non occupée. Ils furent arrêtés sur la ligne de démarcation entre les deux France, détenus successivement dans plusieurs camps français et, en mars 1943, déportés à Majdanek via Drancy. Fela Orensztein perdit son logement officiel au cours de l'année 1942. Elle chercha refuge chez sa fille aînée, qui habitait comme elle Berchem, mais était de prime abord préservée de la déportation par sa nationalité belge. De plus, elle se procura de faux papiers. Il se peut qu'une dénonciation explique qu'elle ait néanmoins été arrêtée dans sa cache en juin 1943. Des collaborateurs belges en furent la cheville ouvrière. Un homme de main flamand du Service des Affaires juives allemand du nom de L. aurait pris part à l'arrestation. Au terme d'un court séjour dans la section allemande de la prison d'Anvers, Fela Orensztejn fut affectée au XXI^e convoi, au camp de Malines, à la mi-juin 1943. Elle était à ce moment âgée de 55 ans. Elle ne revint pas d'Auschwitz. Après l'arrestation de sa mère, sa fille aînée quitta son logement pour fuir en Ardenne, où sa sœur se cachait depuis un certain temps déjà. Les deux filles purent échapper à la déportation.

Comme on le sait depuis longtemps, beaucoup de Juifs, pendant l'Occupation allemande, fuirent Anvers pour Bruxelles, du fait que les mesures de persécution antijuives se radicalisèrent plus tôt dans la métropole flamande. Bien des Juifs prirent officiellement une nouvelle adresse à Bruxelles. Même dans la seconde moitié de l'année 1942, après le début de la déportation, on peut encore relever des déménagements légaux³³. Le changement officiel de domicile constituait l'unique moyen d'avoir accès aux timbres de rationnement alimentaire nécessaires à la survie, dans la mesure où l'on ne disposait pas de moyens financiers suffisants ou ne pouvait compter sur l'aide de tiers. Mais depuis que pour ainsi dire tous les Juifs étrangers à Anvers et à Bruxelles étaient menacés d'arrestation et de déportation, personne ne pouvait savoir si un changement d'adresse en

³³ Voir à ce propos le fichier Beeckmans-AJB. Sur des fuites (il)légalles d'Anvers vers Bruxelles durant les déportations, voir aussi la correspondance de l'AJB, par exemple la lettre du comité local de Bruxelles au comité local d'Anvers de l'AJB du 25.1.1942, MJDR, A005237.

bonne et due forme n'amènerait pas en retour au nouveau domicile une descente des Allemands. Les déménagements légaux se firent dès lors plus rares et un nombre croissant de Juifs gagnèrent Bruxelles sans s'y faire enregistrer.

Née en 1905 à Biala en Pologne, Ruchel LANDAU avait grandi en Belgique. Elle avait épousé l'horloger Zelman-Joseph ROZENBLUM. De quelques années plus âgé que sa femme, il était également originaire de Pologne, mais immigra d'Allemagne dans les années 20. En 1937 vint au monde leur fille Paula ; leur fils, Adolf, naquit en 1940. La famille vécut à Anvers, dans le même immeuble que Kalman et Michel, les frères aînés de Ruchel Landau. Tous travaillaient dans le diamant. Les Allemands placèrent sous séquestre la maison de la famille et liquidèrent l'affaire des Rozenblum.

À la mi-juillet 1942, le couple et ses deux petits enfants emménagèrent avec Michel Landau à Ixelles (Bruxelles). Ils informèrent en bonne et due forme les autorités belges de leur déménagement. En 1943 au plus tard, ils quittèrent leur domicile officiel, pour "plonger dans la clandestinité" dans un autre quartier d'Ixelles. S'y cachèrent aussi Kalman Landau et Herman Leyzer, le frère de Rozenblum. Ils étaient venus illégalement à Bruxelles et restèrent officiellement domiciliés à Anvers.

En mars 1943, une escouade de la *Sicherheitspolizei* arrêta Zelman-Joseph Rozenblum en pleine rue à Ixelles. Il partit pour Auschwitz par le XX^e convoi. Bien qu'il n'eût pas conduit la Gestapo à sa famille, Ruchel Landau et ses deux enfants, ses frères Michel et Kalman Landau et son beau-père Herman Leyzer Rozenblum furent arrêtés dans leur cache quatre mois plus tard.

Nous ignorons si l'on peut faire le rapprochement, mais c'est probablement le même jour que l'occupant appréhenda également la femme et l'enfant d'Abraham, le frère aîné de Ruchel Landau, qui fut déporté dès la fin de l'été 1942. Sa femme Lea CHAJES et sa fille de 14 ans, Fanny Landau, se cachèrent, en 1943 au plus tard, à Bruxelles, alors que leur domicile légal était enregistré à Anvers. Ils ne vécurent vraisemblablement pas dans la même planque que le reste de la famille ; en tout cas, ils ont dû être arrêtés à une autre adresse, qui se trouvait à Etterbeek (Bruxelles).

Le 17 juillet 1943, l'administration du camp de Malines dressa la liste de sept noms de membres de la famille Landau-Rozenblum pour le XXI^e convoi : Fanny Landau, écolière, née à Anvers, et Lea Chajes, sa mère, 52

ans ; Ruchel Landau avec Paula, sa fille de 6 ans, et Adolf, 3 ans ; Kalman Landau, 35 ans, et son beau-père, de six ans plus âgé, Herman Leyzer Rozenblum. Michel Landau, arrêté en même temps qu'eux, possédait la nationalité belge ; il fut envoyé à Auschwitz par le convoi XXIIb à l'âge de 31 ans. Zelman-Joseph Rozenblum, qui se trouvait dans le XX^e convoi, fut le seul de sa famille à survivre à la Shoah.

Des Juifs qui habitaient depuis longtemps déjà Bruxelles et y étaient domiciliés se cherchèrent une cachette dans la capitale belge ; dans certains cas, ils trouvèrent un logement clandestin à proximité de leur demeure. Beaucoup emménagèrent dans des communes comme Woluwe ou Uccle, où ils avaient sans doute à faire face à des loyers en général plus élevés qu'à Schaerbeek, mais où le nombre des Juifs enregistrés était restreint et où l'on pouvait dès lors espérer pouvoir échapper aux rafles et aux patrouilles de la Gestapo. Dans le XXI^e convoi se trouvaient au moins vingt Juifs qui s'étaient cachés à Woluwe-Saint-Lambert ou Woluwe-Saint-Pierre. Parmi eux, la famille Faynsztejn-Wachenberg. Benjamin FAYNSZTEIN avait appris le métier de coiffeur. Sa femme Chawa WACHENBERG tenait le ménage familial, qui comptait cinq enfants. Le fils aîné était encore né à Varsovie, la fille avait vu le jour au début des années 20 à Charleroi et les deux fils cadets vinrent au monde à Anderlecht (Bruxelles). C'est dans cette commune que la famille fut enregistrée en décembre 1940, après que les Allemands eurent exigé le recensement de la population juive. En 1943 au plus tard, les parents passèrent dans la clandestinité avec leurs deux fils mineurs, qui habitaient encore chez eux. Ils quittèrent leur appartement à Anderlecht et s'installèrent à Woluwe-Saint-Pierre.

Le soir du 21 juin 1943, une escouade allemande se présenta à leur cachette, vraisemblablement s'agissait-il de la Gestapo. La famille doit avoir été dénoncée, vu que les Allemands perquisitionnèrent spécifiquement la maison. On ne relève pas d'autres arrestations pour cette période dans le quartier en question. La mère, le père et leur jeune fils furent arrêtés et portés le lendemain sur la liste du XXI^e convoi. Chawa Wachenberg venait d'avoir peu auparavant 45 ans ; Benjamin Faynsztejn était d'un an plus âgé que sa femme ; leur fils Maurice avait 11 ans.

Deux fils aînés évitèrent l'arrestation grâce à la présence d'esprit et à la maîtrise de soi de leur mère. L'un d'entre eux fournit en 1950, dans le cadre d'une audition par la police belge, des indications sur l'arrestation

de ses parents. Son frère et lui étaient sortis avant que les Allemands fassent leur apparition. Ils se trouvaient sur le chemin pour rentrer chez eux, où les Allemands perquisitionnaient, quand leur mère leur fit comprendre par gestes depuis le jardin de passer leur chemin. L'occupant ne s'empara des deux frères ni ce soir-là ni plus tard. Estelle Faynstein, la fille aînée, née à Charleroi en 1923 et, comme son père, coiffeuse de son métier, possédait la nationalité belge. Elle arriva à Auschwitz deux mois après ses parents et son jeune frère par le convoi XXIIb. Aucun membre de la famille ne revint d'Auschwitz.

Nombre de Juifs quittèrent l'agglomération bruxelloise et se cachèrent dans la partie contiguë, flamande ou wallonne, du Brabant pour éviter la déportation. Pour ce qui est des victimes du XXI^e convoi, on peut relever par exemple des cachettes dans les communes de Tervuren, Rhode-Saint-Genèse ou Rixensart.

Abram Gerszon FREILICH, né en 1896, avait immigré d'Allemagne en Belgique en 1921. Sa femme Chaja KOSSOWER, de six ans sa cadette, arrivée de Pologne en 1922, possédait comme son mari la nationalité polonaise. Il gagnait son pain et celui de sa famille comme maroquinier ; elle tenait le ménage. Leurs deux enfants vinrent au monde à Bruxelles en 1928 et 1930. Sous l'Occupation, la famille vécut d'abord à Anderlecht. Fin 1942 ou début 1943, les parents décidèrent de renoncer à leur existence légale. Avec une famille apparentée, ils louèrent un appartement à Strombeek-Bever, au-delà de la limite nord de l'agglomération bruxelloise. Ils prirent leur fille avec eux dans cette cachette, tandis qu'avec l'aide du CDJ ils logeaient leur fils cadet sous un faux nom à Anderlecht où, enfant caché, il échappa à l'arrestation.

En juin 1943, la Gestapo trouva la cachette. Quand elle fit irruption dans l'appartement, presque tous les locataires étaient sortis. Mais Abram Freilich tomba aux mains des Allemands. Il fut amené au camp de Malines, où on lui attribua le numéro 557 pour le XXI^e convoi. Après son arrestation, les autres membres de la famille durent abandonner leur cache en toute hâte et chercher un nouveau gîte. Ils se divisèrent en deux groupes au moins. Chaja Kossower, qui avait perdu son mari et ne pouvait plus compter que sur elle-même, put trouver pour elle et sa fille un appartement dans le voisinage. Ce qui évitait un déménagement et réduisait le danger d'être découvert en rue. Le nouveau refuge hébergeait il est vrai déjà plusieurs autres Juifs "passés dans la clandestinité". Il se serait

agi d'un groupe d'adultes et d'enfants d'origine russe, dont on ne peut préciser l'identité de manière indubitable. Chaja Kossower et Esther Freilich n'y vivaient que depuis quelques jours, lorsque survint la Gestapo. Elles furent arrêtées avec leurs colocataires. Enregistrées début juillet à Malines sous les numéros 1117 et 1118, elles se trouvaient dans le même XXI^e convoi que leur mari et père Abram Freilich, arrêté peu auparavant. Le cadet de la famille, un garçon âgé à l'époque de 12 ans, resta en Belgique comme orphelin, mais échappa à la déportation.

Fuyant la persécution et l'arrestation, nombre de Juifs non seulement quittèrent Bruxelles et sa périphérie, mais se rendirent dans une autre région. Dès le printemps 1942, lorsque l'Administration militaire introduisit le travail obligatoire pour les Juifs, beaucoup de ces derniers fuirent les métropoles belges pour la province de Hainaut.

Chaïm SZMULEWICZ et Jenta MLOCIK immigrèrent de Pologne en Belgique dans les années 30. Leur fille naquit à Bruxelles. Jenta Mlocik était femme au foyer, son mari travaillait comme photographe ambulant. En 1942 au plus tard, avant même que les déportations ne commencent, la famille déménagea de Bruxelles pour la petite localité de Bon-Séjour en Hainaut, à la frontière avec le Nord de la France. Le couple fit tout pour échapper à la vigilance de l'occupant. Ils ne se firent inscrire ni au "registre des Juifs", ni au fichier de l'AJB. Szmulewicz ignore également l'ordonnance émanant de l'administration militaire allemande enjoignant de signaler comme "juive" son activité. À la mi-mai 1942, Jenta Mlocik et Chaïm Szmulewicz furent arrêtés par K., le fonctionnaire spécialement affecté à la poursuite des Juifs à la *Sicherheitspolizei* de Charleroi, et incarcérés à la prison réquisitionnée par les Allemands. Quand on leur reprocha d'avoir enfreint les ordonnances allemandes, ils déclarèrent ne savoir ni lire ni écrire et donc ne pas connaître les dispositions les concernant. Le tribunal de la *Wehrmacht* déclara le motif irrecevable et condamna Chaïm Szmulewicz à sept mois de prison ; sa femme se vit infliger trois mois. On ne peut savoir si Jenta Molcik dut accomplir toute sa peine. Pour Chaïm Szmulewicz, le jugement se solda par un parcours épique via divers établissements pénitentiaires. Il fut amené à la prison de Saint-Gilles à Bruxelles, pour en être transféré au camp de Merksplas que, vu le sur-encombrement massif des prisons, le commandant militaire allemand utilisait pour loger les détenus condamnés.

Début octobre 1942, l'Administration militaire fit amener Szmulewicz au camp de Marck près de Calais au travail forcé pour l'Organisation Todt. Revenu à la mi-décembre au camp de Merksplas, il fut libéré début janvier 1943. La peine était arrivée à son terme. Bien que les forces d'occupation eussent entretemps entamé depuis longtemps la déportation des Juifs à Auschwitz, Chaim Szmulewicz ne fut pas remis à la *Sicherheitspolizei*, comme il advint à d'autres Juifs. Il se peut que sa femme, provisoirement « exemptée » de la déportation, ait pu intervenir en sa faveur. Toujours est-il que les époux abandonnèrent alors complètement leur existence légale. Ils trouvèrent à se cacher à Schaerbeek (Bruxelles). Mais cette fois encore leurs efforts pour se mettre à l'abri étaient condamnés à l'échec. Dans la seconde moitié de juin, tous deux furent arrêtés dans leur cachette et affectés au XXI^e convoi. Leur fille fut sauvée. Les parents s'étaient séparés en mars 1943 de leur enfant et l'avaient confiée au Comité de Défense des Juifs.

Des Juifs qui n'habitaient pas les métropoles d'Anvers ou de Bruxelles cherchèrent également à éviter la déportation en passant dans l'illégalité. En compagnie de son mari, le tailleur Abraham Raszewski, et de ses deux petites filles, Fajgla GOLDBERG habitait depuis les années 30 l'arrondissement de Charleroi. Sous l'Occupation, la famille se soumit à l'ordonnance imposant de se faire porter au "registre des Juifs" et de plus, en 1942, de s'inscrire comme membre de l'AJB. Fin juillet 1942, l'administration militaire déporta Abraham Raszewski comme travailleur forcé dans le Nord de la France. Sur quoi sa femme passa dans la clandestinité. Avec une voisine et le fils de celle-ci, elle emménagea dans une cachette dans une commune voisine. Il est vraisemblable que le mari de la voisine avait également été contraint au travail au Mur de l'Atlantique dans le Nord de la France. Les deux maris devaient, en octobre 1942, partir pour la mort par le XVI^e convoi, que l'occupant remplit essentiellement d'ex-travailleurs forcés de l'Organisation Todt. En avril 1943, cinq Allemands en civil, vraisemblablement de la Gestapo, perquisitionnèrent la cachette des deux femmes. Ils arrêterent Fajgla Goldberg et Arthur Wajzman, 13 ans, le fils de sa voisine. Tous deux furent déportés par le XXI^e convoi.

Évasions des convois

Née à Berlin en 1918, Anna ZIEGEL s'enfuit en Belgique au début 1939 avec sa famille. Célibataire, la jeune femme vivait avec ses parents et deux sœurs cadettes à Borgerhout (Anvers). Ses parents provenaient à l'origine de Pologne et leurs filles étaient détentrices de la nationalité polonaise. Le père était cordonnier, la mère femme au foyer. Anna Ziegel avait, comme sa sœur aînée, appris le métier de couturière.

En janvier 1941, la famille fut expulsée de Borgerhout vers la province de Limbourg par l'administration militaire allemande. C'est là qu'eut lieu leur inscription au "registre des Juifs" prescrit par l'occupant. Fin avril 1941, les Ziegel purent regagner Borgerhout. Un an plus tard, ils se virent à nouveau obligés de déménager. Bien qu'Israël Ziegel, le père, eût déjà plus de 60 ans, ils décidèrent de fuir Anvers. En mai 1942, avant même le début des déportations "à l'Est", la famille se planqua à Schaerbeek (Bruxelles). C'est là que peu auparavant avaient déjà emménagé la fille aînée Rosa Ziegel et son mari Bruno Fuchs, qui avaient également fui l'Allemagne pour Anvers en 1939. Rosa Ziegel et son mari tentèrent à l'été 1942 de gagner la France. Mais ils tombèrent dans un piège tendu par le *Devisenschutzkommando*, furent arrêtés alors qu'ils s'enfuyaient et envoyés tous deux à la mort par le V^e convoi³⁴.

Nous ignorons dans quelles circonstances Anna Ziegel tomba aux mains de la *Sicherheitspolizei*. Elle fut appréhendée en avril 1943 et affectée au XX^e convoi. Mais, comme plusieurs centaines d'autres, elle réussit à s'évader du train. Elle échappa au feu ouvert par l'escorte et put prendre le large. Il lui restait deux mois à subsister en Belgique avant que les Allemands ne la repèrent à nouveau et ne la déportent une seconde fois. Elle fut enregistrée à Malines pour le XXI^e convoi avec sa mère Gol-da Henner, 53 ans, et son père Israël Ziegel. Suivent sur la liste les noms de sa sœur Marie, plus jeune d'un an qu'Anna Ziegel et couturière de son métier, et de la cadette Bertha, qui n'avait que 16 ans. Aucune d'entre elles ne compte parmi les survivants de la Shoah. Après la fin de la domination nazie, les autorités belges purent simplement établir qu'Anna Ziegel était décédée entre le 31 juillet 1943 et le 1^{er} juin 1945.

³⁴ Cfr. I. Meinen, « Face à la traque. Comment les Juifs furent arrêtés en Belgique (1942-1944) », dans *Les Cahiers de la Mémoire contemporaine*, n° 6, 2005, pp. 161-203, ici pp. 192 sqq.

Dans le convoi XXI se trouvaient au total 41 Juifs qui avaient pris le risque de s'évader du XX^e convoi. Le plus jeune d'entre eux, Julien WACHSMANN, tout juste 14 ans, avait perdu ses parents dans le XX^e convoi et avait été un certain temps en traitement à l'hôpital avant que les Allemands ne l'envoient une seconde fois, seul, à Auschwitz. D'autres Juifs, déportés pour la seconde fois, avaient dû connaître la triste expérience de voir l'escorte abattre leur conjoint ou d'autres parents en compagnie de qui ils avaient sauté du train. Une partie seulement des fugitifs retomba immédiatement aux mains des SS. Beaucoup purent d'abord, comme Anna Ziegel, se mettre à l'abri et ne furent appréhendés à nouveau que plus tard.

Luzer GOLDBERG, un commerçant né en Pologne en 1904, était marié et avait deux enfants venus au monde à Bruxelles dans les années 30. En 1942, il se cacha dans la province de Hainaut, où il a probablement exercé les fonctions de courrier pour le Front de l'Indépendance (FI). Arrêté en novembre 1942 dans la ville d'Ath, il fut déporté en janvier 1943 par le XVIII^e train de la mort. À proximité de Louvain, il put fuir et s'échapper. Il rentra en Hainaut et vécut illégalement dans la localité de Lahamaide. Il se peut qu'il se soit agi de sa cachette précédente ; en tout cas, il ne doit plus guère avoir quitté son logis. Il s'y cacha avec les époux Gitla DESSAU et Abram KAC, d'anciens voisins qui, comme lui, avaient fui Bruxelles.

En juin ou juillet 1943, un sous-officier allemand fit son apparition avec un groupe de rexistes. Ceux-ci avaient, sans doute sur base d'une dénonciation ou à la recherche de résistants politiques, d'abord perquisitionné la maison d'en face, où vivait un responsable du FI. Ils étendirent ensuite la rafle à la cachette de Luzer Goldberg et de ses cohabitants. Les trois Juifs furent arrêtés et incarcérés à la prison de Charleroi, transférés de là à Mons et amenés peu avant le départ du XXI^e convoi au camp de Malines. L'administration du camp compléta de leurs noms la liste déjà prête des déportés. Le tailleur Abram Kac, sa femme Gitla Dessau et Luzer Goldberg n'avaient pas 40 ans lorsque, le 31 juillet 1943, ils partirent pour Auschwitz. Les deux hommes furent mis au travail forcé. Abram Kac, qui survécut à la « solution finale » et rentra en Belgique, vit, à ce qu'il déclara, Luzer Goldberg battu à mort au travail par des SS.

D'où venaient les Juifs déportés ?

On manque jusqu'ici de recherches précises sur l'origine des victimes de la Shoah en Belgique, bien que nous sachions que la proportion de ressortissants belges se montait à moins de 5 %. Cet état de choses est sans doute imputable au temps considérable que prennent des recherches dans ce domaine. Tandis que la nationalité des déportés, par exemple en France, est mentionnée sur les listes de déportation qui nous sont parvenues, lesdites listes au départ de Belgique n'autorisent aucune conclusion, du fait que les forces d'occupation déclaraient sans autre forme de procès "apatrides" les Juifs envoyés à la mort ou, lors de la déportation de Juifs belges par le convoi XXIIb, renonçaient totalement à en indiquer la nationalité. Le tableau du XXI^e convoi qui suit s'appuie essentiellement sur l'exploitation comparative des trois grands fichiers de la persécution établis entre 1940 et 1942 (registre des Juifs, fichier Beeckmans-AJB, fichier SD)³⁵.

Les chiffres les plus élevés de la liste correspondent *grosso modo* à ce que nous savons de la composition à l'époque de la population juive étrangère en Belgique³⁶. Pour les victimes du XXI^e convoi, il s'agit au premier chef d'immigrants et de réfugiés. Les ressortissants polonais venaient nettement en premier lieu, les Juifs d'Allemagne et d'Autriche occupaient la seconde place, mais les Néerlandais aussi comptaient un nombre relativement élevé de représentants. En tout état de cause, on ne peut inférer que sous condition la nationalité d'origine des Juifs assassinés à Auschwitz. Car la nationalité suivait le *jus sanguinis* en vigueur en Allemagne, ainsi que les dispositions sur la naturalisation en vigueur depuis l'entre-deux-guerres en Belgique et dans d'autres pays d'immigration.

³⁵ Les forces d'occupation mirent en route trois recensements différents de la population juive : 1. les "registres des Juifs" tenus à partir de 1941 par les communes belges, dans lesquels furent recensés tous les Juifs de plus de 15 ans (MJDR, registre des Juifs) ; 2. le fichier de la Sipo-SD établi sur cette base à partir de 1941 et 3. un fichier familial dressé au printemps 1942 par la communauté obligatoire, l'AJB, qui fut ventilé par adresses officielles par le collaborateur belge du *Judenreferat* allemand Pierre Beeckmans (MJDR, Fichier AJB – Pierre Beeckmans). Ce fichier est néanmoins très incomplet. Dans le cas des Tchécoslovaques, des Polonais, des Allemands et des Autrichiens apatrides, on a pris la nationalité d'origine en considération dans la mesure où les sources l'indiquent. La proportion élevée de nationalités indéterminées est essentiellement due au fait que les mentions y relatives dans les divers fichiers sont lacunaires et plus d'une fois discordantes.

³⁶ Cfr. L. Saerens, *Vreemdelingen in een wereldstad. Een geschiedenis van Antwerpen en zijn joodse bevolking (1880-1944)*, Tielt, 2000, pp. 551 sq.

Elle ne peut refléter que de manière biaisée la composition d'un groupe de population contraint à la mobilité. Ce n'est que la comparaison avec les lieux de naissance et les dates d'entrée sur le territoire qui permet des conclusions précises, en particulier à propos des réfugiés en provenance du territoire sous juridiction allemande. Leur nombre dépassait largement celui des ressortissants allemands : 430 Juifs au moins, soit approximativement 30 % des victimes du XXI^e convoi, avaient fui l'Allemagne ou l'Autriche à partir de 1938. Il faut en outre souligner le nombre élevé de Juifs provenant de Belgique. Dans la liste ci-dessus, la proportion des ressortissants belges est il est vrai des plus faibles. Si l'on prend de surcroît en considération que treize d'entre eux n'obtinrent la nationalité belge que par mariage, on pourrait penser que le XXI^e convoi ne contenait pour ainsi dire pas de Juifs de Belgique. Mais en fait, c'était plus de 170 personnes, donc plus de 10 % des 1.560 déportés, qui étaient nées en Belgique et ont dû y vivre depuis leur naissance.

Nationalité des Juifs du XXI^e convoi

Pologne	849
Allemagne / Autriche	287
Apatrides	130
Pays-Bas	97
Tchécoslovaquie	35
Belgique	23
Roumanie	10
France	10
Hongrie	9
Grèce	4
Lettonie	2
Lituanie	2
Turquie	2
Yougoslavie	1
Inconnue	99
TOTAL	1.560

Dans quelles villes les Juifs étaient-ils enregistrés lorsqu'ils furent arrêtés ? Le domicile officiel des hommes, femmes et enfants déportés de Bel-

gique à Auschwitz n'a pas fait l'objet de recherches suffisantes. Ce n'est guère que pour 60 % d'entre eux que, grâce à l'exploitation par l'historien Lieven Saerens du fichier Beeckmans-AJB, on dispose de données statistiques sur le dernier domicile officiel³⁷. C'est pourquoi on ignore jusqu'à ce jour combien de victimes de la Shoah venaient d'Anvers ou de Bruxelles. De plus, nos connaissances sur l'origine des déportés dans les différents trains de la mort se limitent aux convois IV à XI de l'été 1942, pour lesquels la recherche de Laurence Schram a établi à chaque fois le domicile sur base du fichier *Sicherheitsdienst* (SD)³⁸.

L'enquête sur le domicile officiel que nous avons entreprise pour le XXI^e convoi ainsi que pour quatre autres montre d'abord qu'il n'est pas rare que plusieurs adresses nous soient parvenues pour une seule personne et que la dernière adresse officielle n'est pas toujours facile à établir. Ce fait en soi édifiant témoigne de la grande mobilité de la population juive qui, particulièrement à partir de 1942, se vit à plusieurs reprises contrainte de changer de logement, que ce soit pour échapper à la persécution et à l'arrestation ou pour des raisons de détresse matérielle. Les fichiers principaux établis entre 1940 et 1942, à l'initiative des forces d'occupation, pour enregistrer les Juifs furent il est vrai tous trois actualisés en permanence, mais à chaque fois de manière incomplète. On peut sans aucun doute considérer le fichier SD comme un moyen d'information exhaustif et très fiable, d'autant plus que le Service des Victimes de la Guerre belge l'a enrichi après 1945 des résultats de ses propres recherches auprès des autorités de l'état civil et de la police, ainsi que des informations de survivants de la Shoah et de parents de Juifs assassinés à Auschwitz. Néanmoins, on ne peut dans bien des cas tirer au clair le dernier domicile officiel qu'en comparant soigneusement les trois fichiers ou, selon le cas, en prenant en compte d'autres documents. Reste enfin à remarquer que 744 personnes seulement, et donc moins de la moitié des Juifs déportés par le XXI^e convoi, sont consignées dans la partie qui nous est parvenue du fichier Beeckmans-AJB. Cette proportion relativement faible (48 % contre 60 % en moyenne) est à mettre au compte du fait que

³⁷ L. Saerens, « De Jodenvervolging in België in cijfers », dans *Cahiers d'Histoire du Temps présent*, n° 17, 2006, pp. 199-235.

³⁸ Voir à ce propos M. Steinberg, *La Persécution des Juifs en Belgique (1940-1945)*, Bruxelles, 2004, p. 279 ; p. 259, note 120 ; p. 300, note 12 ; p. 304, note 72 ; p. 305, note 94, ainsi que L. Schram, « Les chiffres de la déportation de Malines à Auschwitz – perspectives et pistes », dans *L'exposition belge à Auschwitz. Le livre*, Musée juif de la Déportation et de la Résistance, Malines, 2006, pp. 27-29.

les Juifs vivant à Bruxelles sont fortement sous-représentés dans ce fichier. Or dans le XXI^e convoi se trouvaient au premier chef des Juifs de Bruxelles. 78 % des déportés étaient domiciliés dans la capitale belge, 10 % à Anvers. Les adresses se ventilent de la manière suivante :

Grand-Bruxelles	1.214
Grand-Anvers	157
Belgique – autres communes	42
Naissance au camp de Malines	2
France	9
Pays-Bas	102
Pas de domicile officiel	33
Domicile non conservé	1
TOTAL	1.560

Dans le vaste groupe des Juifs de Bruxelles, il faudrait aussi compter les deux bébés dont les mères étaient, au moment de leur naissance, internées au “camp de rassemblement” de Malines. Car les parents de Karl-Pierre WENGER, né à la mi-mars 1943, avaient vécu à Schaerbeek (Bruxelles). Le père s’était évadé du XVIII^e convoi, avant de partir pour Auschwitz en juillet 1943 avec sa femme et son jeune fils de trois mois et demi. Les parents de Chil Jehoda EPSZTAJN avaient leur domicile à Anderlecht (Bruxelles). Sa mère était sur le point d’accoucher lorsqu’elle fut arrêtée avec son père. Début juin 1943, il vint au monde à l’hôpital de Malines. Le jour même de sa naissance, l’administration ss du camp lui affecta le numéro 507 pour le XXI^e convoi.

La ventilation des adresses sur les différentes communes de l’agglomération bruxelloise (devenue depuis l’automne 1942 le Grand-Bruxelles) s’écarte à peine, en pourcentage, de celle de la population juive de la capitale, telle qu’elle fut enregistrée lors des recensements effectués en 1941 et 1942. Elles se concentrent à Bruxelles (276), Saint-Gilles (226), Schaer-

beek (220) et Anderlecht (173), suivis par Saint-Josse-ten-Noode (82), Ixelles (69), Forest (54) et Molenbeek (49)³⁹.

Pour le Grand-Anvers se dégage une image similaire : la majorité des déportés (115) étaient officiellement domiciliés dans la ville d'Anvers, les autres dans les communes fusionnées de Berchem (20), Borgerhout (16) et Deurne (6).

En dehors des deux métropoles de Bruxelles et Anvers, des domiciles situés en Belgique ne sont que rarement signalés. Ils se trouvaient pour l'essentiel en Wallonie : 19 Juifs venaient de Charleroi, 8 de Liège. Les adresses restantes se ventilaient sur dix autres communes. Sur un total de 9 habitants de la France qui partirent de Belgique pour Auschwitz par le XXI^e convoi, 8 étaient domiciliés dans le Nord de la France, qui relevait du commandant militaire pour la Belgique et le Nord de la France. On a dû les amener à Malines à partir du pays voisin.

Frappant est le nombre élevé des Juifs qui n'avaient nullement leur domicile officiel dans le domaine du ressort du commandant militaire. Pas moins de 135 personnes n'étaient enregistrées ni en Belgique ni dans le Nord de la France. Pour partie, elles appartenaient au vaste groupe de ceux qui vivaient dans la clandestinité, pour une autre il s'agissait de Juifs des Pays-Bas arrêtés en Belgique alors qu'ils fuyaient vers le Midi de la France.

Stratégies individuelles de survie en chiffres

Nos recherches biographiques sur le XXI^e convoi attestent que les Juifs déportés avaient pour une très grande part décidé de se soustraire à leurs persécuteurs. Ils consentirent pour se sauver des efforts inimaginables, d'autant plus dangereux qu'ils impliquaient des pratiques illégales. Des centaines d'entre eux se trouvèrent en fuite des années durant, avant d'être appréhendés. 430 au moins des Juifs d'Allemagne et d'Autriche qui partirent de Malines pour Auschwitz le 31 juillet 1943 n'étaient arrivés en Belgique qu'en 1938 ou 1939 – certains plus tard encore. Les mouvements opérés par les fugitifs dans ce laps de temps, nulle-

³⁹ Le reste des adresses se trouvait à Uccle (15), Etterbeek (13), Ganshoren (8), Jette (6), Woluwe-Saint-Lambert (5), Berchem-Sainte-Agathe (5), Evere (5), Woluwe-Saint-Pierre (3), Koekelberg (2), Watermael-Boitsfort (2) et Auderghem (1). Pour les chiffres des années 1941 et 1942, *cfr.* L. Saerens, « De Jodenvervolging in België in cijfers », p. 205.

ment comparables à quelque forme que ce soit d'émigration organisée, furent impulsés par la violence ouverte. Qui fuyait à présent le territoire du *Reich* allemand agissait sous le coup de la nécessité la plus pressante et dans la panique, parce que son existence physique était menacée.

La Belgique n'offrait à la plupart des fugitifs clandestinement entrés sur son territoire aucune perspective de vie, mais restait un pays de transit. Bien qu'on ne puisse arriver à savoir combien d'entre eux s'efforcèrent sans succès de trouver à leur émigration un terme outre-mer et combien tentèrent en vain de fuir vers le Midi de la France ou en Suisse, l'histoire de ces tentatives avortées de poursuivre la route de l'exil est pourtant documentée dans quelques cas particuliers (voir la première partie de cet essai).

Le second groupe important de réfugiés dans le XXI^e convoi venait des Pays-Bas. Le commencement même des déportations au milieu de 1942 avait déclenché dans le pays frontalier, tout comme en Belgique ou en France, une fuite massive⁴⁰. Début 1943, lorsque les autorités d'occupation accélérèrent les arrestations et intégrèrent également le cercle d'envergure considérable des personnes qui avaient été d'abord "exemptées" de la déportation, le nombre des fuites et tentatives de fuite fit un nouveau bond. Le pouvoir allemand l'enregistra également. En avril 1943, le *Sicherheitsdienst* de Belgique informait Berlin que « l'afflux de population de Juifs de Hollande a de nouveau augmenté suite aux récentes mesures prises par les services locaux »⁴¹. On peut supposer qu'un groupe relativement important de ces Juifs fut déporté le même mois encore par le XX^e convoi⁴². Car l'arrestation des réfugiés qui se trouvaient dans le XXI^e convoi n'eut lieu pour l'essentiel qu'entre mai et juillet 1943. L'un des premiers à s'enfuir, Abraham DELEEUE, 17 ans, d'Enschede, avait d'abord été enregistré pour le XX^e convoi et avait sauté de ce train avant d'être une seconde fois envoyé à Auschwitz.

⁴⁰ Cfr. A. Meyer et I. Meinen, « Transitland Belgien. Jüdische Flüchtlinge in Westeuropa während der Zeit der Deportationen 1942 », dans *Theresienstädter Studien und Dokumente 2007*, pp. 378-431 (trad. : « La Belgique, pays de transit. Juifs fugitifs en Europe occidentale au temps des déportations de 1942 », dans *Cahiers d'Histoire du Temps présent*, n° 20, 2009, pp. 145-194).

⁴¹ Rapports de Belgique et du Nord de la France n° 6 du 1^{er} avril 1943, Bundesarchiv Berlin (BAB), RH 58/6399, p. 26.

⁴² Bien que nous n'ayons pas examiné les adresses officielles des victimes du XX^e convoi, on peut connaître leur lieu de naissance, que l'on relèvera sur la liste de déportation conservée (MJDR). Comparé à des convois précédents, un nombre inhabituellement élevé de Juifs du XX^e convoi étaient nés aux Pays-Bas. Il s'agissait de plus de 90 personnes, qui avaient pour la plupart dû fuir les Pays-Bas.

Sur un total de 102 Juifs déportés par le XXI^e convoi qui avaient tenté au dernier moment de fuir les Pays-Bas seuls ou avec des parents, on compte 48 femmes, 44 hommes et 10 enfants. 13 personnes avaient déjà entre 50 et 60 ans, 6 autres en avaient plus de 60 et Betsy DELAFUENTE, née à Amsterdam, décida d'émigrer illégalement dans sa soixante-quatorzième année. Ainsi, alors que nombre de réfugiés étaient âgés, surtout selon les critères de l'époque, d'autres quittaient leur logement avec nourrissons et enfants pour se lancer dans une odyssée à l'issue incertaine. Pour la grande majorité, il s'agissait de parents de tous âges fuyant ensemble que l'on ne peut nullement compter – contrairement sans doute à de jeunes hommes isolés – parmi la partie mobile de la population. Qu'ils aient pourtant abandonné leur foyer, qu'ils aient fait sans porter l'"étoile jaune" obligatoire le voyage vers la frontière belge et tenté de traverser clandestinement celle-ci est un indice de leur angoisse existentielle face à la déportation en Allemagne qui menaçait, mais aussi de la volonté désespérée de survivre des déportés. De plus, les quatre cinquièmes des Juifs fuyant les Pays-Bas n'avaient pas la moindre expérience de la migration, vu qu'ils vivaient dans le pays depuis leur naissance. Les autres provenaient originellement du *Reich* allemand ou d'Europe de l'Est.

Presque tous les réfugiés des Pays-Bas n'ont probablement vu dans la Belgique qu'une première étape de leur fuite loin du territoire sous contrôle allemand, au cours de laquelle ils auraient à franchir d'autres frontières. Un couple d'Amsterdam au moins, la couturière Sara TAK et le fourreur Heinz WOLLSTEIN, né en Allemagne, parvinrent à atteindre le Nord de la France, où ils furent arrêtés et ramenés à Malines. Des Juifs domiciliés en Belgique doivent de même avoir tenté aussi tard que 1943 de gagner la France, encore que les sources ne permettent aucune estimation quantitative de ce mouvement de fuite.

Dès lors, si l'on se contente de rassembler les chiffres disponibles touchant des fuites transfrontalières attestées de victimes du XXI^e convoi, on peut constater que 532 personnes au moins étaient venues en Belgique à partir de 1938 en provenance d'Allemagne ou d'Autriche (430) ou, en 1942-43 encore, des Pays-Bas (102). Autrement dit, plus d'un tiers du total des 1.560 Juifs déportés avaient en assumant les plus grands risques pour leur personne fui illégalement une ou plusieurs fois à l'étranger pour se mettre à l'abri.

L'ampleur de ces fuites est relativement bien documentée. Dans les trois fichiers établis à l'initiative des forces d'occupation pour le recensement de la population juive furent introduites des données concernant l'immigration, qui sont certes toujours lacunaires mais qui, en tout état de cause, attestent au total des centaines de fuites hors d'Allemagne à partir de 1938. Et pour les réfugiés des Pays-Bas arrêtés sur le chemin de la France ou en Suisse et qui furent déportés de Belgique, les adresses officielles à Amsterdam, Rotterdam, etc., sont à chaque fois indiquées.

Par contre, on ne peut établir approximativement combien de victimes du XXI^e convoi s'étaient cachées en Belgique. Ce n'est que dans quelque trente cas que le Service des Affaires juives allemand a indiqué dans son fichier le passage dans l'illégalité. Les personnes concernées avaient été rayées par les autorités belges des registres de déclaration de résidence longtemps avant leur arrestation en 1942 ou 1943, parce qu'elles passaient pour disparues ; quelques-unes s'étaient elles-mêmes désinscrites. À quoi s'ajoute l'un ou l'autre dossier d'instruction d'organes allemands de répression (DSK, tribunal...), dont il ressort que les prisonniers auraient fui pour se cacher mais, comme on sait, on ne dispose pour ainsi dire pas de dossiers provenant d'unités centrales de la police allemande (*Sicherheitspolizei, Geheime Feldpolizei* et *Feldgendarmerie*) en Belgique. Il en va de même, abstraction faite de quelques rares exceptions, pour la juridiction de la *Wehrmacht*.

Des témoignages des rares survivants du XXI^e convoi, ainsi que des déclarations faites après 1945 devant les autorités belges par des parents ou des connaissances des Juifs assassinés doivent dès lors être considérés, même du point de vue quantitatif, comme des sources importantes. Mais même à partir de ces données archivistiques, on ne peut guère rassembler qu'une portion de l'ensemble des cas. Compte tenu de ces préalables, on peut affirmer que 174 Juifs qui partirent à Auschwitz par le XXI^e convoi avaient, de manière démontrable, vécu cachés en Belgique. Ils constituent plus de 10 % du total des 1.560 déportés. Le chiffre total de ceux qui avaient "plongé dans la clandestinité" était plus élevé, comme on peut également l'établir. Pour ne citer que deux exemples : nous savons à propos de Szypa Maleck BRONER, qui est revenu d'Auschwitz, qu'il a été arrêté avec dix-sept autres Juifs dans un logement clandestin de Woluwe-

Saint-Lambert (Bruxelles), mais nous n'avons pu en retrouver que cinq⁴³. Dans d'autres cas, l'écart manifeste entre les adresses officielles relevées durant l'Occupation et les renseignements quant au dernier domicile obtenus après 1945 de parents survivants indique que la personne en question avait vécu dans un logement clandestin. Mais on manque la plupart du temps de preuves⁴⁴.

La moitié environ des 174 personnes que nous identifions avaient fui dans la clandestinité avec leurs conjoints ou d'autres parents. Seize couples au total ainsi que treize familles de trois membres ou plus furent à chaque fois arrêtés ensemble. Deux mères isolées, dont le mari était décédé ou avait été déporté auparavant, avaient leur fille mineure avec elles dans la cachette. Trois autres Juifs qui vivaient avec leur famille tombèrent seuls, en dehors de leur logement clandestin, aux mains de la Gestapo, tandis que leurs proches pouvaient se sauver.

Le nombre des femmes et des jeunes filles qui avaient "plongé dans la clandestinité" était presque aussi grand que celui des hommes et des jeunes garçons. Dix adultes avaient plus de 60 ans. Dix enfants avaient été, comme décrit plus haut, hébergés dans un pensionnat de jeunes filles à Woluwe-Saint-Pierre (Bruxelles) ; douze des quinze autres garçons et filles se trouvaient avec au moins un parent (père ou mère). Quatre d'entre eux n'avaient pas encore achevé leur troisième année, lorsque leurs parents les prirent avec eux dans leur cachette.

Comme nous le savons par la littérature sur le sujet, l'un des obstacles majeurs au passage dans l'illégalité consistait à réunir l'argent nécessaire au loyer et à la subsistance. Même quand des banques, des services et des particuliers belges, ainsi que le *Joint* américain mirent de l'argent à disposition pour les Juifs cachés, le CDJ fut loin de pouvoir atteindre, et encore moins soutenir, tous les adultes passés à la clandestinité. Pourtant, en 1943 au plus tard, même des Juifs autrefois fortunés ne disposaient souvent plus que de ressources limitées, parce que l'administration militaire

⁴³ Interrogatoire du 15.3.1949, AMB, dossier Frank.

⁴⁴ Dans la mesure où des proches, qui adressèrent aux autorités belges dans l'immédiat après-guerre une demande de recherche – ou eurent ultérieurement recours à elles à des fins d'indemnisation – savaient que le dernier domicile qu'on leur connaissait avait été une cache, ils renonçaient fréquemment à mentionner quoi que ce soit sur ce point, d'autant qu'on ne leur demandait rien dans les formulaires qu'ils avaient à remplir. Une exception est constituée par les indications fournies par le fils sauvé d'Hanny Rosenzweig, déportée avec sa fille Leontine Loewy. Interrogé sur l'adresse de cette dernière, le fils en indiqua deux, qu'il désigna respectivement comme domiciles « légal » et « illégal ».

les avait depuis longtemps exclus de la vie active et avait bloqué leurs avoirs. On doit d'autant plus souligner que beaucoup d'hommes et de femmes réussirent à se cacher bien qu'ils n'aient sans doute jamais été aisés. Pour 100 sur un total de 174 personnes que nous avons identifiées ayant vécu dans la clandestinité antérieurement à leur déportation par le XXI^e convoi, on dispose d'informations sur les métiers qu'ils avaient appris et auparavant pratiqués (dans les autres cas, il s'agissait la plupart du temps de femmes au foyer et d'enfants)⁴⁵. Ces informations autorisent à conclure que seule une minorité des Juifs qui se cachaient de la persécution allemande avaient appartenu aux mieux rémunérés. La plupart (80 personnes) travaillaient comme artisans, ouvriers ou petits employés, les couturières et les tailleurs constituant – ce qui n'a rien pour surprendre – le groupe le plus important (30 personnes).

Où les clandestins avaient-ils trouvé un logis ? On peut établir dans 140 cas au total la localité où se situait la cachette⁴⁶. Pas moins de 117 personnes – parmi lesquelles les dix enfants arrêtés au pensionnat de Woluwe – se cachaient à Bruxelles. Les autres adresses se partagent entre les provinces de Brabant (flamand 10 ; wallon 3), Hainaut (6) et les villes d'Anvers (3) et de Namur (1). Si l'on compare ces résultats à la liste des adresses des planques d'environ 300 Juifs qui purent se sauver avec l'aide du curé belge dom Bruno (Henri Reynders), on ne peut qu'être surpris du nombre extraordinairement élevé des Juifs cachés dans les communes bruxelloises⁴⁷. Quant à tirer des conclusions plus avant, la prudence s'impose, car le fait que beaucoup de Juifs passèrent dans la clandestinité à Bruxelles tient sans doute à ce que la plupart d'entre eux avaient déjà auparavant vécu légalement dans la capitale. Mais surtout les deux aperçus ne couvrent chaque fois qu'un groupe très restreint des hommes, femmes et enfants vivant dans la clandestinité.

L'ultime moyen de se défendre contre la déportation de Belgique était de s'échapper du train de la mort. Huit Juifs au moins s'enfuirent du XXI^e convoi. Cinq d'entre eux purent se sauver et survécurent à

⁴⁵ Autant que possible, nous avons comparé les données professionnelles mentionnées sur les listes de convoi à celles d'autres fichiers et documents et déterminé la profession exercée antérieurement.

⁴⁶ Beaucoup de Juifs durent à plusieurs reprises changer de cache ou décidèrent, pour des raisons de sécurité, de déménager. Dans la mesure où nous connaissons plusieurs adresses de cache pour des isolés, il s'agit toujours de la même localité.

⁴⁷ Cfr. la synthèse de L. Saerens, « Die Hilfe für Juden in Belgien », dans W. Benz – J. Wetzel (eds.), *Solidarität und Hilfe für Juden während der NS-Zeit*, vol. 4, Berlin, 2004, pp. 193-280, ici pp. 253 sq.

l'Occupation. David KANNER, 19 ans, né à Borgerhout (Anvers), fut par contre abattu par les gardes à Langdorp, une commune située entre Malines et Hasselt en province de Brabant. Chaja et Joseph BENKIEL, un couple de Bruxelles, tous deux dans la trentaine, nés en Pologne et tailleurs de leur métier, payèrent également de leur vie de s'être échappés du train. On ne peut savoir au juste si la mort d'Arthur SONNENSCHNEIN, que les Allemands auraient abattu durant le voyage, est également en rapport avec une tentative d'évasion⁴⁸.

L'administration du camp de Malines avait établi pour le XXI^e convoi une « liste des personnes évadées du XX^e convoi ». 39 Juifs portés sur cette liste – 35 d'entre eux avaient fui le XX^e convoi, 4 un convoi précédent – partirent pour la mort le 31 juillet 1943. 18 autres hommes et femmes au moins qui s'étaient également échappés d'un train de déportés mais étaient retombés aux mains de la Gestapo furent enregistrés sur la liste officielle de déportation.

Deux hommes qui avaient sauté respectivement des XVI^e et XVII^e convois avant d'être affectés au convoi XXI, risquèrent une seconde fois de s'échapper. Ils font partie des cinq rescapés qui purent se mettre à l'abri des Allemands. Un au moins, mais très vraisemblablement deux des Juifs déportés par le XXI^e convoi, avait pu auparavant s'échapper de deux autres trains. En tout, les Juifs qui se trouvaient dans le XXI^e convoi firent 69 tentatives d'évasion.

Évasions des Juifs du XXI^e convoi de trains de déportés précédents

Convoi	XVI 31.10. 1942	XVII 31.10. 1942	XVIII 15.1. 1943	XIX 15.1. 1943	XX 19.4. 1943	XXI 31.7. 1943	
							TOTAL
Évasions	11	4	4 (ou 3)*	1	41	8	69 (68 ?)*
2 ^e évasion					2 (ou 1)*	2	4 (3 ?)*
Évadés							65
Survivants						5	

* Dans la première partie de cette étude, nous avons rapporté l'histoire d'Arthur HOLZER qui, avant sa déportation par le XXI^e convoi, s'était probablement déjà évadé de deux trains précédents

⁴⁸ Voir la première partie, dans *Les Cahiers de la Mémoire contemporaine*, n° 7, 2006-2007, p. 66.

(XVIII et XX). Le doute est permis touchant son évvasion du XVIII^e convoi (* dans le tableau ci-dessus), mais la plupart des indices vont dans ce sens.

La majeure partie des réfugiés s'était précisément échappée de ce XX^e convoi de Belgique présent dans la mémoire collective parce que plus de 230 Juifs enfermés dans ce train risquèrent l'évasion, tandis que trois jeunes gens effectuaient de l'extérieur une attaque que l'on peut tenir pour un acte sans précédent de résistance contre la « solution finale ». Une première évvasion massive s'était déjà produite à l'automne 1942, lorsque les Allemands envoyèrent à Auschwitz via Malines par les convois XVI et XVII quelque 1.300 travailleurs forcés juifs de Belgique qu'ils avaient affectés aux chantiers de l'Organisation Todt dans le Nord de la France. Selon des recherches récentes, plus de 170 Juifs s'évadèrent du XVI^e convoi⁴⁹. 69 retombèrent aux mains de la Gestapo ; 11 furent enregistrés l'année suivante pour le XXI^e convoi.

L'évasion du train était mortellement dangereuse parce que les gardes, qui furent encore renforcés au lendemain du XX^e convoi, avaient ordre de tirer et firent usage de leurs armes. Sauter d'un train en marche constituait de surcroît un danger en soi, que des personnes âgées ou handicapées par exemple ne pouvaient se permettre de courir. Deux seulement sur un total de 65 évadés du XXI^e convoi avaient plus de 50 ans. Parmi eux Johanna OESTRICH (Oppenheimer), une veuve immigrée d'Allemagne en 1936, qui était près de son 65^e anniversaire lorsqu'elle s'enfuit du XXI^e convoi. Elle échappa à une nouvelle arrestation et survécut. Il semble bien que s'évader d'un train était encore plus difficile pour une femme que pour un homme. En tout cas, parmi les 65 Juifs qui furent affectés au XXI^e convoi et purent sauter d'au moins un train à destination d'Auschwitz ne se trouvaient qu'onze femmes⁵⁰. Par contre, le rapport entre les sexes parmi les Juifs qui restèrent cachés en Belgique s'équilibrait et, dans l'ample groupe des réfugiés d'Allemagne nazie, les femmes étaient surreprésentées.

Un bilan quantitatif des stratégies individuelles de survie que nous avons dépeintes ne laisse place à aucun doute sur le fait que, face à la me-

⁴⁹ Cfr. *L'exposition belge à Auschwitz. Le livre*, Musée juif de la Déportation et de la Résistance, Malines, 2006, p. 137.

⁵⁰ Les femmes étaient en général sous-représentées dans le groupe des évadés des trains de la mort, comme le montrent les données réunies par Laurence Schram et Ilse Marquenie. Nous remercions Laurence Schram de nous avoir permis de consulter sa base de données.

nace qui pesait sur leur existence physique, les Juifs se mirent sur la défensive. Notre affirmation – on aura soin de le noter – ne porte pas sur ceux qui réussirent à se soustraire à leurs persécuteurs jusqu’à la libération de la Belgique, mais aux victimes de la Shoah, qui furent quand même, en fin de compte, prises, déportées et assassinées. Au vu de l’état des sources décrit plus haut, le tableau d’ensemble qui suit, résumant les efforts consentis pour se sauver par les Juifs qui se trouvaient dans le XXI^e convoi, n’a qu’un caractère fragmentaire et considère exclusivement les cas attestés.

Action	Nombre
Fuite de l’Allemagne nazie à partir de 1938	430
Fuite des Pays-Bas 1942-1943	102
Fuite vers la France 1942-1943	4
Mariage avec un Belge à partir de la mi-1942 ⁵¹	12
Refus du port de l’étoile	165
Faux papiers	92
Vie dans la clandestinité	174
Résistance	20
Évasion d’un convoi	69
Total des actions	1.068
Total des personnes	754

Le chiffre total des personnes comprend approximativement la moitié du total des 1.560 déportés. Parmi les efforts désespérés pour s’opposer au programme de déportation de l’occupant, il faut en plus compter le sauvetage de ses propres enfants. Comme on l’a dit plus haut, 74 enfants au moins qui échappèrent à la déportation doivent pour la plupart avoir été cachés par leurs parents partis pour Auschwitz par le XXI^e convoi. Se séparer de son enfant, le remettre souvent en des mains étrangères et l’abandonner à un sort incertain a dû être pire pour bien des pères et mères que de lutter pour leur propre survie.

Que le nombre des personnes que nous avons identifiées se situe en dessous du total des efforts pour se sauver est à bien des égards évidents : celui qui tentait par exemple d’éviter l’arrestation en utilisant de faux

⁵¹ On peut prouver dans presque tous les cas que le mariage eut lieu en août 1942.

papiers enlevait également l'étoile jaune de ses vêtements. Mais le rapport entre les personnes et leur comportement, dans chaque cas, se présente autrement que nous ne l'avions initialement admis. Ceux qui à partir de 1938 déjà fuirent l'Allemagne et l'Autriche face à la menace qui pesait sur leur vie étaient au moment des déportations – contrairement à notre supposition – plutôt moins nombreux que la moyenne à être pourvus de faux papiers ou d'un logement clandestin. Ce qui, peut-on supposer, est à mettre en rapport au premier chef avec le fait qu'ils ne disposaient pas des contacts nécessaires. Sur les 92 faux documents d'identité qui nous sont parvenus, 14 seulement furent trouvés sur des réfugiés en provenance du territoire sous contrôle allemand, et 29 seulement sur un total de 174 personnes dont on peut démontrer qu'elles ont vécu dans la clandestinité avant leur arrestation étaient des réfugiés en provenance de l'Allemagne d'avant-guerre, qui constituaient pourtant presque un tiers des victimes du XXI^e convoi. Par contre, la proportion des réfugiés était beaucoup plus élevée dans le groupe de ceux qui s'évadèrent d'un train de la mort. Pas moins de 23 sur ce total de 65 Juifs n'avaient fui l'Allemagne qu'en 1938, sinon plus tard.

En tout cas, le fait qu'un nombre relativement élevé de réfugiés allemands risquèrent l'évasion d'un train doit aller de pair avec la conscience aiguë du danger qu'apportèrent avec eux d'Allemagne nazie les Juifs qui avaient fui pour la Belgique à partir de 1938. Car l'estimation du danger couru jouait un rôle essentiel dans l'évasion des trains. Toutes les tentatives de se soustraire de manière illégale à la déportation étaient hérissées de risques considérables, mais celui qui sautait du train qui le déportait mettait à l'évidence sa vie en jeu. La vue des tireurs d'élite ou des fuyards abattus dissuadait même bien des hommes et des femmes qui avaient très soigneusement préparé leur évasion de mettre leur projet à exécution⁵².

Qui arrêtaient les Juifs ? Qui prêtait la main aux arrestations ?

Bien que la *Sipo-SD* et autres organes d'occupation aient fait disparaître en 1944 la correspondance qui documente leur participation au ju-déocide, on peut dans une large mesure éclairer les circonstances de

⁵² Voir à titre d'exemple une interview vidéo de Jacques Raffeld menée en 1995 par la Fondation Auschwitz (YA/FA/94).

l'arrestation des Juifs déportés de Belgique. Ce que les biographies présentées dans cette étude montrent à l'évidence.

Le fait est que dans quelque 200 cas on dispose d'indications concrètes sur le service qui, selon les cas, a arrêté les Juifs ou les a livrés à la Gestapo. Ces données figurent dans les dossiers du DSK, les archives de l'AJB, les papiers laissés par les Juifs déportés ("reliques"), dans des témoignages de survivants ou dans les dossiers et papiers du Service des Victimes de la Guerre⁵³. Elles mènent à trois conclusions centrales, qui confirment nos hypothèses⁵⁴. En premier lieu, ce ne sont pas seulement des membres de la SS ou de la Gestapo, mais aussi des services de la *Wehrmacht* (*Feldgendarmerie*, *Geheime Feldpolizei*, juridiction de la *Wehrmacht*, membres isolés de la *Wehrmacht*) ou de l'Administration des Finances du *Reich* (DSK) qui ont contribué à amener des Juifs au camp de concentration de Malines. Par contre, il n'y a pas le moindre indice que des forces de polices belges régulières aient pris part à l'arrestation des victimes du XXI^e convoi. Enfin, dans 63 cas sur 200, on a des raisons de penser que, dans l'arrestation d'hommes, de femmes et d'enfants juifs, la Gestapo a pu s'appuyer sur des assistants informels. C'est le cas de membres des groupements belges de collaboration (dont 12 rexistes), des informateurs à la solde des organes d'occupation (30 cas) et autres dénonciateurs⁵⁵. La plupart du temps, ces acolytes n'entraient en scène qu'en compagnie d'Allemands.

Parmi les services allemands attestés s'occupant d'arrestations, la *Sicherheitspolizei* et le *Sicherheitsdienst* tiennent, comme on pouvait s'y attendre, de loin le premier rang. Il convient certes de considérer que, dans bien des sources utilisées, on ne fait pas de manière absolument fiable la

⁵³ Les archives du SVG contiennent d'une part des sources contemporaines des événements, comme par exemple des actes de procédure de services allemands ou des fiches provenant de prisons allemandes, de l'autre des documents d'après-guerre, dont des interrogatoires par la police de témoins oculaires de l'arrestation ou des témoignages de proches des déportés.

⁵⁴ Sur les hypothèses : I. Meinen, « Face à la traque. Comment les Juifs furent arrêtés en Belgique (1942-1944) », dans *Les Cahiers de la Mémoire contemporaine*, n° 6, 2005, pp. 161-203.

⁵⁵ En matière de dénonciations, les sources se présentent de manière particulièrement problématique. On ne peut guère prouver une dénonciation que dans six cas. On n'a pas pris en considération ici les allusions à des dénonciateurs, qui ne sont pas rares dans les témoignages de survivants ou de parents, mais doivent la plupart du temps relever de supputations et sont dès lors à prendre avec prudence. Néanmoins, on doit admettre *a priori* qu'un grand nombre de Juifs arrêtés dans leur cache ont été dénoncés, que ce soit délibérément ou par imprudence.

différence entre les diverses unités de police allemandes⁵⁶. Mais le rôle directeur de la *Sipo-SD* (*Sicherheitspolizei-Sicherheitsdienst*, Police de Sécurité-Service de Sécurité) se confirme lorsque, par-delà les 230 cas dont il a été question, on analyse dans l'ensemble les techniques d'arrestation que les Allemands appliquèrent au printemps 1943.

Modalités techniques des arrestations

Comment les hommes d'Eichmann à Bruxelles s'emparèrent-ils des Juifs ? Cette question centrale n'est aucunement résolue, d'autant que, comme nous avons tenté de le montrer, la majorité des victimes de la Shoah en Belgique n'ont pas été arrêtées lors d'opérations à grande échelle de l'année 1942, mais seules ou en petits groupes. Que dans les mois qui ont précédé le départ du XXI^e convoi aucune grande rafle n'a manifestement eu lieu, en atteste au premier chef la ventilation des adresses des déportés juifs, qui correspond très largement en pourcentage à la distribution de la population juive dans le Grand-Bruxelles et le Grand-Anvers⁵⁷. Les Allemands, qui avaient depuis 1940 fait constituer trois grands fichiers pour enregistrer les Juifs, se rendaient-ils de maison en maison dans le cadre de petites rafles ? Ou bien passaient-ils systématiquement au peigne fin les quartiers dans lesquels les Juifs étaient enregistrés en nombre ?

⁵⁶ Tandis que les témoignages de survivants et de témoins oculaires sur les collaborateurs belges impliqués dans l'arrestation sont presque toujours très précis, on ne peut en attendre autant à propos des services allemands. Car *Sicherheitspolizei* et SD, ou Gestapo, sont à l'époque même des événements ainsi que dans l'après-guerre quasi synonymes d'appareil allemand de répression et de terreur. À quoi s'ajoute que les unités allemandes de police étaient pour certaines objectivement bien difficiles à différencier. C'est ainsi que les fonctionnaires du *Devisenschutzkommando* agissaient pour l'essentiel en civil, ce qui excluait aux yeux des témoins de les distinguer de la Gestapo, qui se présentait également camouflée. De même, la *Geheime Feldpolizei* était sans doute bien moins connue de la majorité des Belges que la *Gestapo* ou la *Feldgendarmarie*, dans la mesure où ils n'étaient pas engagés dans la Résistance ou, pour toute autre raison, n'étaient pas précisément au fait des organes d'occupation.

⁵⁷ La *Sicherheitspolizei* ne se rabattit pas non plus, pour constituer le XXI^e convoi, sur des groupes plus ou moins importants de Juifs déjà internés. Au camp de Breendonk se trouvaient en mai 1943 quelque 50 Juifs, dont 30 provenaient des camps de l'Organisation Todt du Nord de la France. Début juin, les Allemands en transférèrent environ la moitié au camp de Malines (PV du CA de l'AJB du 20.5.1943, ann. « Rapport de l'entrevue au Sicherheitsdienst du 20 mai 1943 » ; PV du CA de l'AJB du 11.6.1943, ann., SVG, R497/Tr146.665 ; lettre du comité local de l'AJB d'Anvers au CA de l'AJB du 7.6.1943, MJDR, A5725). La plupart obtinrent en tant que citoyens belges des « numéros-B », mais deux hommes, antérieurement de nationalité polonaise, furent enregistrés le 4 juin pour le XXI^e convoi.

Ces questions sont susceptibles d'une réponse sur base d'une comparaison approfondie entre les adresses officielles des victimes que nous avons obtenues et les listes de déportation. Les listes de déportation, qui ont été établies à partir d'un fichier qui ne nous est pas parvenu de la "réception" ("*Aufnahme*") du "camp de rassemblement" de Malines, relèvent à chaque fois entre autres pour le XXI^e convoi la date d'arrivée au camp des Juifs arrêtés⁵⁸. Les Juifs arrêtés à Bruxelles, qui constituent la grande majorité des victimes du XXI^e convoi, ont en général été amenés au camp de Malines le jour même de leur arrestation, ou au terme d'un bref séjour dans la cave de la Gestapo de Bruxelles ou dans la partie allemande de la prison de Saint-Gilles. Comme le transfert se faisait par groupes – dans des camions conduits par des gardes SS de Bruxelles et sous surveillance armée –, des personnes arrêtées ensemble étaient aussi presque toujours amenées ensemble à Malines et là enregistrées pour le XXI^e convoi⁵⁹. C'est pourquoi les dates mentionnées sur les listes de déportation autorisent en retour des conclusions quant aux techniques allemandes d'arrestation.

Les Allemands entamèrent début mai 1943 l'arrestation méthodique des victimes du XXI^e convoi. Rares étaient ceux d'entre eux à s'être trouvés auparavant déjà au camp de Malines. C'est le cas de quelques évadés de convois antérieurs que la Gestapo avait à nouveau arrêtés ou encore de personnes originellement affectées à un convoi antérieur mais qui avaient dû être entretemps transférées à l'hôpital. Le premier à être porté sur la liste par l'administration du camp fut un réfugié allemand de 19 ans, Herman HIRSCH. Il avait été enregistré auparavant pour le XVIII^e convoi de janvier 1943 mais, après que Philip Schmitt, alors commandant du camp, eut lâché sur lui son berger allemand, Herman Hirsch fut amené grièvement blessé à l'hôpital de Malines, où on dut l'amputer d'une jambe, avant que les sbires de la SS ne l'envoient à la mort par le XXI^e convoi.

⁵⁸ Interrogatoire de l'ex-commandant du camp Johannes Frank du 21.2.1949, AMB, dossier Sipo Bruxelles. Une comparaison avec d'autres sources primaires – l'arrivée à Malines est par exemple également mentionnée au fichier SD – et des déclarations de Juifs survivants confirment que les dates portées sur les listes de convoi entre mai et juillet 1943 correspondent chaque fois, sauf exception, à la date d'arrivée à Malines des Juifs arrêtés, comme c'est par ailleurs le cas pour l'époque des grandes rafles de l'année 1942.

⁵⁹ Sur le transfert des Juifs à Malines, il existe des dépositions d'anciens membres de la *Wachkompanie* de Bruxelles, par exemple l'interrogatoire de Robert K. du 10.9.1968, CEGES, AA 377, vol. VIII.

Entre le 5 mai et le 27 juillet 1943, des Juifs de Bruxelles ont été enregistrés à Malines à 49 dates⁶⁰. Comme quatre de ces dates ont toute chance d'être fictives, on doit supposer 45 dates auxquelles la "réception" du camp a porté sur la liste de déportation 1.152 Juifs domiciliés à Bruxelles (65 autres personnes ont été internées à une date que l'on ne peut déterminer avec précision). En moyenne, ce sont donc 24 personnes par jour d'enregistrement qui ont été portées sur la liste, le nombre des victimes variant d'un jour à l'autre.

Les Juifs de Bruxelles, plus de 1.200 au total, qui se trouvaient dans le XXI^e convoi avaient vécu à plus de 700 adresses différentes. Il est à remarquer qu'on ne constate aucune concentration significative d'arrestations dans des rues particulières. Ainsi, l'examen des rues le plus fréquemment mentionnées donne le résultat suivant : 34 des Juifs affectés au XXI^e convoi avaient leur logement officiel rue de Mérode, qui relie les communes de Saint-Gilles et de Forest. Quatre d'entre eux au moins vivaient cachés respectivement à Ixelles et Uccle ; on peut établir qu'une autre femme fut arrêtée hors de son logis. Les 29 autres personnes, qui étaient domiciliées à 19 autres numéros de porte, furent enregistrées à Malines à 13 dates différentes.

Il est en conséquence hors de doute que les Allemands n'effectuèrent pas de rafles de maison en maison. Au lieu de quoi on peut constater des arrestations ciblées et continuellement répétées dans différents quartiers, qui amenaient à chaque fois au "camp de rassemblement" de Malines de petits groupes de Juifs. Quelques exemples éclairciront le propos :

1. Lorsque la *Sicherheitspolizei* se mit à préparer le XXI^e convoi, elle envoya une escouade à Schaerbeek (Bruxelles) pour procéder à des arrestations. Le 5 mai, l'administration du camp de Malines porte sur la liste de déportation 19 hommes, femmes et enfants de cette commune, qui étaient domiciliés à 12 adresses différentes. Toutes les adresses, dont cinq numéros rue Jolly, sont proches l'une de l'autre. À quoi s'ajoutent trois autres personnes qui avaient leur domicile dans des rues adjacentes des communes de Saint-Josse-ten-Noode et Bruxelles, ainsi qu'un ingénieur

⁶⁰ Plus de 1.200, sur un total de 1.560 Juifs déportés, résidaient à Bruxelles. Pour Anvers, la mise en parallèle des adresses officielles et des dates d'internement, pour ce qui concerne le XXI^e convoi, tourne court, vu le nombre restreint des personnes arrêtées. La liste de Malines commence il est vrai en avril 1943. Mais l'administration du camp y a porté en gros une cinquantaine de personnes, qui ne furent arrêtées en grande partie que bien plus tard, quelques-unes aussi considérablement plus tôt, comme le prouve l'exploitation du fichier SD et d'autres sources.

domicilié à Anderlecht, mais qui vivait caché, et qui fut arrêté dans un café à Schaerbeek. Il en allait au total de 23 Juifs de Schaerbeek et des environs, qui représentaient presque la moitié des Juifs du Grand-Bruxelles affectés ce jour-là au XXI^e convoi⁶¹.

2. Que les Allemands prospectaient méthodiquement certains quartiers pour y arrêter des Juifs se vérifie lorsque l'on compare les adresses de chacune des victimes à différents jours. Le 10 juin par exemple la "réception" de Malines n'inscrit personne de Schaerbeek, mais par contre 18 personnes de Saint-Gilles, qui étaient domiciliées à huit adresses différentes⁶². Pour le 24 juin, on peut constater que les Juifs internés ne provenaient ni de Schaerbeek, ni de Saint-Gilles ou d'Anderlecht, et que par contre six d'entre eux étaient domiciliés dans la commune d'Ixelles à six adresses différentes. La Gestapo avait débusqué sept autres personnes dans une cachette qui se trouvait également à Ixelles.

3. Dans la comparaison des différentes communes de Bruxelles qui avaient été fusionnées sur injonction allemande pour former le Grand-Bruxelles, la Ville de Bruxelles occupe le premier rang, car c'est ici qu'avait vécu le groupe le plus considérable de Juifs déportés par le XXI^e convoi. Le jour où le nombre de victimes et des adresses officielles situées dans le centre de Bruxelles atteint son paroxysme fut le 11 mai. Ce mardi-là furent enregistrés 17 Juifs provenant de Bruxelles-Ville, qui avaient habité 12 maisons différentes. Pas moins de 13 d'entre eux venaient du quartier immigré du sud de Bruxelles – principalement du quartier des Marolles et de quelques rues avoisinantes. Les Juifs de la commune de Bruxelles portés le lendemain sur la liste de déportation avaient presque tous leur domicile sur le même territoire. Quelques jours plus tard, le samedi 15 mai, les Allemands amenèrent pour la troisième fois cette semaine-là à Malines des Juifs de Bruxelles. Mais un seul d'entre eux était domicilié à Bruxelles-sud, tandis que six hommes et femmes provenaient du nord de Bruxelles (cinq adresses). 24 autres personnes venaient des

⁶¹ À la date du 5 mai 1943, un total de 54 personnes de Bruxelles fut enregistré pour le XXI^e convoi. Quatre d'entre elles furent arrêtées plus tôt ou plus tard. On peut prouver que l'arrestation d'une cinquième personne eut lieu loin de son domicile.

⁶² Ce même jour, neuf autres personnes arrivèrent d'Anderlecht à Malines. Il s'agissait à vrai dire des membres d'une famille habitant tous sous le même toit. Leur arrestation n'indique donc pas des opérations délibérées en vue de procéder à des arrestations dans le quartier en question. Il en va de même d'adresses dans d'autres communes indiquées isolément.

parties adjacentes des communes de la banlieue nord : Saint-Josse-ten-Noode (cinq adresses) et Schaerbeek (cinq adresses).

4. Enfin, il est instructif de jeter un coup d'œil sur les parties de la ville dans lesquelles vivaient relativement peu de Juifs. Tandis que le 16 juin étaient internées à Malines un total de 31 personnes domiciliées à 18 adresses dans le sud de Bruxelles – de nouveau prioritairement dans les Marolles – ainsi que dans les parties adjacentes d'Anderlecht et de Saint-Gilles, l'administration du camp n'enregistra le lendemain 17 juin personne en provenance du sud de la métropole belge. Par contre, 13 des 14 Juifs arrêtés ce jour-là habitaient les communes de Molenbeek, Ganshoren, Jette et Berchem-Sainte-Agathe (7 adresses au total). Comme ces communes voisines de l'ouest et du nord de l'agglomération bruxelloise ne représentent qu'un nombre très restreint des victimes du XXI^e convoi, il est évident que les arrestations opérées ici ne tombaient nullement par hasard le même jour, mais qu'elles étaient partie intégrante d'une série d'arrestations spatialement délimitées, spécifiquement dirigées contre les Juifs⁶³.

Nous disposons par ailleurs encore dans ce cas du témoignage d'un survivant. Hersz DOMBROWICZ, de Ganshoren, 34 ans, peintre en bâtiment originaire de Czestochowa (Pologne), qui fut arrêté et déporté avec sa femme, revint seul d'Auschwitz. Il confirma en 1946 que la Gestapo, accompagnée de rexistes, était venue le chercher le 17 juin 1943 chez lui à son domicile de Ganshoren. Il y a sans doute peu de chance de vérifier encore le bien-fondé de sa supposition qu'il avait été dénoncé par le coiffeur local pour avoir enfreint l'obligation de porter l'étoile.

Si l'on compare méthodiquement les quarante-cinq dates auxquelles des Juifs de Bruxelles ont été enregistrés pour le XXI^e convoi, ainsi que les diverses semaines, on découvre nombre d'opérations restreintes en vue d'arrestations, qui s'étendent chaque fois à un territoire bien délimité de l'agglomération bruxelloise. Les différentes communes, le nord et le sud respectivement, ne reçurent pas à cette occasion de visite suivant un programme réglé. Les arrestations se concentrèrent plutôt certains jours sur des adresses proches les unes des autres à Schaerbeek et Saint-Josse-ten-Noode d'une part, à Saint-Gilles et Forest de l'autre. Ce fait suggère le recours à plusieurs escouades pour procéder aux arrestations.

⁶³ Dans le XXI^e convoi se trouvaient 49 Juifs de Molenbeek, 8 de Ganshoren, 6 de Jette et 5 de Berchem-Sainte-Agathe.

L'exploitation de toutes les données mène à la conclusion que c'est dans le cadre de semblables opérations restreintes que la moitié au moins des Juifs en provenance du Grand-Bruxelles déportés par le XXI^e convoi se retrouvèrent entre les mains de la Gestapo. Il s'agit là d'une estimation plutôt trop basse que trop haute⁶⁴. Or, cette donnée autorise également des inférences quant aux responsables des faits. Car les arrestations ciblant des groupes dans les différents quartiers furent effectuées par des unités de la Gestapo de Bruxelles.

Les escouades chargées des arrestations

À partir de l'automne 1942 au plus tard, le chef du service des Affaires juives eut recours à des escouades réduites dont la tâche exclusive consistait à arrêter des hommes, des femmes et des enfants juifs. Ce sont là les voitures de la Gestapo qui circulaient dans la capitale belge, que signala en son temps l'organisation juive de résistance CDJ et que mentionnent aussi des témoignages de survivants⁶⁵. Des déclarations de Juifs survivants ainsi que des interrogatoires par la police de responsables des arrestations et d'individus impliqués au lendemain de la guerre offrent une base permettant de tirer au clair la composition et le *modus operandi* des escouades⁶⁶. Les données ne laissent aucun doute quant au rôle directeur des agents du Sipo-SD dans l'arrestation des Juifs. Alors que la littérature scientifique disponible ne manque jamais de souligner les effectifs limités de la police allemande et de mettre en valeur collaborateurs ou acolytes belges, c'est une autre image qui se dégage des interrogatoires des ex-

⁶⁴ On ne peut il est vrai exclure que des personnes individuelles aient été arrêtées seules loin de leur domicile officiel, sans que le fait ait été consigné dans les sources, tandis que leurs voisins étaient appréhendés ensemble sur leur lieu d'habitation. Mais en revanche le critère strict que nous avons appliqué pour établir les opérations d'interpellation sur base des recueils d'adresses ne permet pas de tenir compte de nombre d'arrestations groupées vraisemblables, car le tableau n'apparaît pas suffisamment clair.

⁶⁵ Cfr. M. Steinberg, *L'étoile et le fusil*, t. 3 : *La traque des Juifs 1942-1944*, Bruxelles, 1986, vol. 1, p. 208 ; vol. 2, pp. 192 sq. Parmi les témoignages publiés, cfr. F. Gutmacher, *Matricule 177 310, Jamais je ne vous oublierai*, Bruxelles, 2005, pp. 7 sq.

⁶⁶ Pour autant que les faits ne soient pas autrement établis, voir pour ce qui suit : AMB, dossiers Paul Alscher ; Kurt Asche ; Max Boden ; Reggie Claeys ; A. D. ; Josef Deichsel ; Fritz Erdmann ; Johannes Frank ; L. N. ; Philipp Schmitt ; Otto Siegburg ; Felix Weidmann ; dossier Sipo Bruxelles, surtout cartons 21 à 24 ; dossier *DeVlag* ; dossiers E.A. ; K.A.-E.K. ; R.K.-L.T. ; H.R. ; B.R. ; N.A. ; H.H. ; P.R. ; G.T. ; interrogatoire Hans Rodenbüsch, 10.9.1966, Bundesarchiv – Außenstelle Ludwigsburg (BA-LUD), AR-Z 18/61 ; interrogatoire Helene Plum, 9.5.1969, CEGES, AA 377, vol. IX. Cfr. M. Steinberg, *L'étoile et le fusil*, t. 3 : *La traque des Juifs 1942-1944*, Bruxelles, 1986, vol. 1, pp. 207 sqq.

responsables. C'est ainsi que l'ex-chef du service des Affaires juives Kurt Asche déclare : « Les arrestations normales [*sic* !] de Juifs ont été effectuées par des gens appartenant à nos services. »⁶⁷ Asche travailla jusqu'à l'automne 1943 au bureau des affaires juives de Bruxelles, qu'il dirigea également jusqu'à fin 1942. Felix Weidmann – depuis le début 1943 membre et, entre octobre 1943 et mars 1944, directeur du *Judenreferat* (IVB) – déclara dans sa déposition que « les fonctionnaires de la section IVB étaient chargés, à l'extérieur, de l'interpellation des Juifs »⁶⁸. Il ajouta qu'« ils étaient en route de jour comme de nuit et arrêtaient couramment des Juifs ».

Les escouades chargées d'appréhender les Juifs se composaient en général de deux ou trois hommes. Entre mai et juin 1943, alors que le XXI^e convoi était en cours de préparation, cinq ou six membres du *Judenreferat* – tous allemands à l'exception d'un auxiliaire de police d'origine luxembourgeoise – furent affectés à la chasse à l'homme⁶⁹. Trois de ces fonctionnaires n'avaient été rattachés qu'au printemps 1943 au *Judenreferat* de Bruxelles, dont Otto Sieburg. Le *Kriminalsekretär* et SS-*Hauptsturmführer* Sieburg, qui venait de la Gestapo de Bottrop et avait appartenu en 1939-1940 à un *Einsatzkommando* en Pologne, arrivait précédé de la réputation de procéder, lors de l'arrestation de Juifs, avec autant de zèle que de brutalité⁷⁰. À la mi-juin 1943, il maltraita à ce point Hilel Erner, 42 ans, qui se cachait sous une fausse identité dans la commune de Wemmel au nord de Bruxelles après avoir fui Anvers, lors de son arrestation, que le malheureux en mourut peu après dans la cave du quartier-général SS à l'avenue Louise⁷¹. Le 31 juillet, Sieburg accompagna jusqu'à Aix-la-Chapelle le XXI^e convoi de Malines à Auschwitz, dans lequel se trouvaient nombre de Juifs qu'il avait arrêtés⁷². Il appartenait

⁶⁷ PV d'interrogatoire du 22.4.1971, p. 6, BA-LUD, AR-Z 18/61, vol. 37b.

⁶⁸ PV d'interrogatoire du 16.2.1968, p. 7, 20, CEGES, AA 377, vol. VI.

⁶⁹ Paul Alscher, Josef Deichsel (éventuellement pendant le seul mois de mai), L. N., Karl Noller, Hans Rodenbüsch, Otto Sieburg.

⁷⁰ Sur les antécédents en Pologne : interrogatoire Otto Sieburg, 3.6.1947, AMB, dossier Otto Sieburg. Sur les arrestations en Belgique : voir dossier Sieburg (AMB), en particulier l'interrogatoire de Menasche Brunner du 14.6.1949 ; interrogatoire de Reggie Claeys du 10.3.1948 ; PV de l'audience publique, 12.12.1949 ; exposé des faits, Sieburg.

⁷¹ Interrogatoires de M. M. du 27.9.1949, de A.D. du 11.8.1949, *ibid.* L'assassinat de Hilel Erner a été présenté pour la première fois par M. Steinberg, *L'étoile et le fusil*, t. 3 : *La traque des Juifs 1942-1944*, Bruxelles, 1986, vol. 2, p. 195.

⁷² Interrogatoire Sieburg du 29.6.1949, AMB, dossier Sieburg.

au groupe des SS de Bruxelles qui, après l'évasion massive du XX^e convoi, renforcèrent l'escouade allemande d'accompagnement, en vue d'empêcher que les Juifs s'échappent des trains de la mort. Il y a des indices que Siegburg ait tiré sur des Juifs qui s'enfuyaient, encore que les sources ne soient pas univoques à cet égard⁷³. Ce qui est sûr, c'est que les accompagnateurs ont abattu au moins trois Juifs qui cherchaient à échapper au XXI^e convoi. Ce qui l'est tout autant, c'est que c'est bien avant les convois et dès l'arrestation que des Juifs furent abattus, en territoire belge, par des forces de police allemandes. C'était le cas dès 1942. C'est ainsi qu'un policier allemand abattit en pleine rue à Bruxelles, le 20 novembre 1942, un Juif dont la police belge ne pouvait tirer au clair l'identité, pour la simple raison qu'il portait sur lui un faux passeport. Un mois plus tard, Jacob Segal, un père de famille de 38 ans, fut abattu à son domicile de Schaerbeek par deux agents de la SP⁷⁴. Ces crimes, dont on pourrait citer d'autres exemples, attestent l'ampleur du pouvoir dont disposaient les organes exécutifs allemands. Ils expriment la terreur exercée à l'endroit de la population juive – une terreur qui conduit à s'interroger sur la représentation courante d'une force d'occupation qui, en Europe occidentale, aurait été relativement modérée et civilisée.

Les agents "extérieurs" de la section juive passaient tout leur temps à mettre des hommes, des femmes et des enfants juifs à la disposition de la Gestapo. Ils n'étaient pas pour autant les seuls incriminés. Les autres membres du *Judenreferat*, ainsi que d'autres agents de la Gestapo de Bruxelles, appréhendèrent également des Juifs⁷⁵.

Souvent, les Allemands adjoignaient aux escouades chargées de procéder aux arrestations des auxiliaires et acolytes locaux. Ce n'est que par exception qu'il s'agissait dans ce cas de collaborateurs officiels du *Judenreferat*, tel le Luxembourgeois L. N., qui collabora aux arrestations pour le

⁷³ Déposition Felix Weidmann des 4.5.1948 et 12.7.1948 ; déposition Hans Berlin, 13.2.1948 ; interrogatoire Otto Siegburg, 29.6.1948, AMB, dr. Siegburg.

⁷⁴ Que ces cas soient documentés, nous le devons à la police de Bruxelles, qui n'a pas craint d'enregistrer des crimes de la Sipo-SD qui relevaient de son propre ressort – le maintien de l'ordre public – et de porter plainte, au lieu de fermer les yeux sur les agissements de la SS hors du cadre légal. Rapport de la police de la Ville de Bruxelles, 2^e div., du 19.11.1942 ; rapport de la police de Schaerbeek du 23.12.1942, Archives de la Ville de Bruxelles (AVB), Police 40 – 45, boîte 41.

⁷⁵ De plus, des membres de la garde du BdS furent régulièrement détachés pour accompagner les arrestations, les sources ne précisant néanmoins pas dans ce cas s'ils avaient déjà été mis à contribution avant ou ne le furent qu'après le départ du XXI^e convoi. Interrogatoires Ernst B. du 23.4.1968 ; Robert K. du 10.9.1968 ; Leonhard K. du 11.12.1968, BA-LUD, AR-Z 18/61, vol. 37.

XXI^e convoi et dont les compétences correspondaient concrètement en l'occurrence à celles des fonctionnaires allemands. En général, les sous-fifres n'étaient pas régulièrement engagés. Le fait revêt d'autant plus d'importance que le personnel non engagé ne disposait d'aucune compétence d'exécution. Il assistait les Allemands, à qui incombait toujours la responsabilité et la direction des équipes.

L'un des ces acolytes, qui à l'époque déjà se fit une triste réputation, était Icek Glogowski ("Jacques"). Peu après l'arrestation de sa femme et de ses trois enfants, qui devaient être déportés à la mi-octobre 1942, Glogowski commença à travailler pour la Gestapo⁷⁶. Sans doute les Allemands lui laissèrent-ils miroiter la possibilité que sa famille revienne d'Allemagne ; il doit en tout cas y avoir cru. Car, alors que le départ de celle-ci pour Auschwitz datait déjà d'un mois et que lui-même déménageait, il fit également inscrire sa femme à la nouvelle adresse et veilla à ce que celle-ci soit mentionnée sur la fiche établie par le *Judenreferat* au nom de sa femme⁷⁷. Otto Siegburg et d'autres agents du *Judenreferat* se firent accompagner par Glogowski pour identifier des Juifs vivant clandestinement dans des quartiers ou immeubles de Bruxelles, ou recoururent à la connaissance qu'il avait des lieux, ce qui leur épargnait la peine de localiser eux-mêmes les adresses sur un plan.

Dans les mois qui précédèrent le départ du XXI^e convoi, les hommes d'Eichmann à Bruxelles purent de surcroît s'en remettre à un groupe de SS flamands. Qu'ils ne soient intervenus que début 1943 s'explique sans doute par le fait que, depuis fin 1942, il existait une formation de police, le *Polizeizug*, mis sur pied par Robert Verbelen, le *Sturmbannführer* Brabant de la *Germanische-SS*, qui entreprit principalement des attaques terroristes meurtrières pour réprimer la Résistance belge⁷⁸. Onze volontaires au moins de la *Germanische-SS* de Bruxelles furent successivement affectés,

⁷⁶ AMB, dossier Icek Glogowski. Début octobre 1942, Glogowski conduisit la Gestapo chez l'un de ses voisins, qui fut déporté avec sa famille par le XII^e convoi et survécut à Auschwitz ; interrogatoire de H.A. du 29.4.1949, AMB, dossier Sipo-SD Bruxelles, 21. Cfr. aussi sur Icek Glogowski et autres informateurs M. Steinberg, *L'étoile et le fusil*, t. 3 : *La traque des Juifs 1942-1944*, Bruxelles, 1986, vol. 2, pp. 191 sqq.

⁷⁷ Registre des Juifs (MJDR) et fichier SD (SVG) pour Eva Feldberg, née le 9.1.1901. La Gestapo n'avait aucune raison de compléter la fiche des Juifs déportés et ne le fit d'ordinaire pas.

⁷⁸ Voir à ce propos A. De Jonghe, « La Lutte Himmler-Reeder pour la nomination d'un HSSPF à Bruxelles (1942-1944), Cinquième partie », *Cahiers de la Seconde guerre mondiale*, n° 8, 1984, pp. 5-209, ici pp. 71-104. Quelques indications sur les SS belges impliqués dans L. Saerens, *De Jodenjagers van de Vlaamse SS*, Tielt, 2007, pp. 197 sq.

avec des membres du *Judenreferat*, dont Siegburg, à la tâche d'appréhender des Juifs la nuit sur le territoire de Bruxelles. Des interrogatoires des ss belges que mena après guerre la justice belge, on peut conclure que globalement 200 Juifs au moins furent victimes de ces opérations usuelles d'arrestation, qui furent en tout cas poursuivies quelques semaines encore après le départ du XXI^e convoi. Figure centrale et intermédiaire entre le BdS (*Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des Sicherheitsdienstes*) et la *Germanische-ss* : le Belge Jean Bollen. Bollen, qui dès 1940 avait ses entrées dans ce lieu de terreur qu'était l'avenue Louise, œuvra à partir de 1943 au moins, comme informateur du *Judenreferat* et jouissait de la confiance du directeur alors en place Fritz Erdmann. Proche collaborateur de Robert Verbelen, il dirigeait en même temps le bureau de Bruxelles de la *Germanische-ss* et recrutait du personnel pour la ss générale et la *Waffen-ss*. Après que Bollen eut été arrêté à la mi-août 1943 par les Allemands – apparemment pour détournement de biens dérobés aux Juifs –, son successeur, Julianus Van Dooren, qui participait activement depuis longtemps à l'arrestation de Juifs, organisa la collaboration de ss flamands aux escouades chargées de cette tâche. Les auxiliaires volontaires furent rémunérés par des primes, mais n'obtinrent aucun statut officiel. C'est pourquoi ils n'œuvrèrent jamais seuls, mais toujours sous la direction d'un agent du *Judenreferat*. Qu'ils n'aient disposé d'aucune compétence d'exécution n'exclut néanmoins pas qu'ils aient été liés à des exactions à l'égard de Juifs. En juin 1943, Moszek Woydislawski, un père de famille émigré d'Allemagne, fut abattu sur le balcon de son appartement de Woluwe-Saint-Pierre (Bruxelles) par un ss belge⁷⁹. Le même jour, l'administration ss au camp de Malines inscrivait sa femme Dora SCHWARZ, et Léon, son fils de 10 ans, pour le XXI^e convoi.

Tandis que, de jour, les Juifs étaient arrêtés en rue, dans des bâtiments publics ou à leur logis, les escouades opérant de nuit cherchaient toujours leurs victimes chez elles – que ce soit à leur adresse officielle ou dans leur cache. Comment le *Judenreferat* parvenait-il à connaître l'adresse des caches ? Typique des procédés de la Gestapo était la méthode consistant à mettre sous pression les Juifs arrêtés pour leur arracher le lieu de résidence de parents ou de connaissances. Il est établi que des interrogatoires à cet

⁷⁹ Interrogatoire L. N. du 8.4.1947, AMB, dossier *DeVlag*, 304. D'après cet interrogatoire, l'exécution n'avait été, contrairement à ce qu'écrit Saerens (*De Jodenjagers...*, p. 198), précédée d'aucune tentative d'évasion.

effet avaient lieu dès le moment de l'arrestation, puis dans les bureaux de l'avenue Louise, où ils étaient poursuivis en pleine nuit à la cave, et enfin au camp de Malines. Moyennant quoi, on n'était pas avare de coups de poing au visage, de pieds écrasés et de coups de crosse de revolver. Fin 1942, un Juif se suicida au quartier général de la Gestapo de Bruxelles après avoir été gravement torturé, parce qu'il refusait de livrer son identité et l'adresse de sa famille⁸⁰. Quatre Juifs au moins trouvèrent la mort avenue Louise. Il est néanmoins frappant que de nombreux survivants indiquent n'avoir jamais été interrogés. Que les agents du *Judenreferat* aient dans beaucoup de cas renoncé à procéder à un interrogatoire pourrait indiquer que les résultats obtenus étaient maigres. De toute façon, la Gestapo, disposant d'autres sources d'information, n'avait manifestement pas besoin de recourir aux interrogatoires pour trouver des Juifs cachés. C'est ainsi qu'elle pouvait compter sur la collaboration d'autres services allemands, qui lui transmettaient des renseignements obtenus par hasard touchant le lieu où résidaient des Juifs. D'autres indications concernant des Juifs vivant dans la clandestinité émanaient du milieu de la collaboration ou de la population civile belge. On ne peut guère préciser l'envergure de ce réseau d'information, du fait qu'il n'est qu'exceptionnellement attesté dans la documentation⁸¹.

De plus, l'occupant recourut à des délateurs. Les services policiers allemands construisirent un réseau d'informateurs dont certains travaillaient pour plusieurs services en même temps et dont le nombre a dû être considérable⁸². Pour le *Judenreferat* de la *Sipo-SD* de Bruxelles et le *Devisenschutzkommando* de Bruxelles, nous avons jusqu'ici identifié nommément, pour chaque instance, pas moins d'une vingtaine d'informateurs, dont un certain nombre de Juifs, ayant collaboré entre 1942 et 1944 à l'arrestation d'hommes, de femmes et d'enfants juifs. Ces délateurs obtenaient des listes d'adresses venant des relevés de la population juive pour vérifier si les intéressés habitaient encore au domicile indiqué. Ils furent

⁸⁰ Interrogatoire A. D. du 24.6.1949, AMB, Sipo-SD Bruxelles, 12.

⁸¹ On ne peut retrouver, selon ce que nous apprend le Ministère belge de la Défense en date du 1.12.2004, un fonds considérable constitué de lettres de dénonciation, qui se serait autrefois trouvé dans ses archives et que nous avait aimablement indiqué Jean-Philippe Schreiber.

⁸² On peut en tout cas le prouver pour le Sipo-SD, la *Geheime Feldpolizei* et le *Devisenschutzkommando*. Cfr. aussi en général sur les informateurs et autres collaborateurs belges de la police allemande l'instructif mémoire de licence de Céline Préaux sur le Sipo-SD de Dinant, *Les procès de la Sipo de Dinant*, Université libre de Bruxelles, dir. Pieter Lagrou, 2005-2006, paru en librairie sous le titre *La Gestapo devant ses juges en Belgique*, Bruxelles, 2007.

aussi chargés de découvrir le lieu de résidence de Juifs qui avaient quitté leur domicile. Ils suivaient en rue les Juifs passés dans la clandestinité jusqu'à leur logement et renseignaient leur adresse à la Gestapo. Ils surveillaient les lieux visités par les clandestins, parce que l'on pouvait y obtenir faux papiers, vivres, etc., et se renseignaient sur les caches possibles. D'autres agents recherchaient spécifiquement, sur requête du *Judenreferat* ou du *Devisenschutzkommando*, les personnes et les familles qui projetaient une fuite illégale à l'étranger, en se présentant comme des passeurs, pour prendre au piège des Juifs qui cherchaient, des Pays-Bas, à gagner la Belgique – et de là la plupart du temps la France ou la Suisse – ou, de Belgique, à passer en France. Dans la mesure où ces informateurs étaient juifs, c'est dans une situation de contrainte bien particulière qu'ils se firent les complices du *Judenreferat*. Des ss tel Otto Siegburg les avaient arrêtés et placés face à l'alternative d'être déportés ou de travailler pour les Allemands.

Comme on l'a déjà souligné, les informateurs ne disposaient d'aucune compétence exécutive. Même quand certains d'entre eux ne se contentaient pas de fournir des informations à la Gestapo, mais allaient jusqu'à l'accompagner lors de l'arrestation des victimes, les responsables restaient des agents du *Judenreferat* ou d'autres membres de l'appareil d'occupation⁸³. Il est néanmoins significatif que les Allemands se soient à ce point appuyés sur des mouchards. Le recours aux informateurs, leur grand nombre et leurs tâches telles que décrites plus haut, tout cela prouve sans équivoque que les agents de la persécution étaient, en Belgique, forcés de mener une guérilla contre les victimes et de régler leurs techniques d'arrestation sur les stratégies de survie des Juifs.

C'est un tableau des circonstances, de la multiplicité et de l'envergure des efforts désespérés consentis pour se sauver par ceux qui furent en fin de compte quand même arrêtés et déportés que fournissent les biographies esquissées dans cet essai. Comme le montrent les résultats de notre recherche, il s'en faut de beaucoup que tous les Juifs aient pu trouver une cache ou mobiliser les moyens nécessaires à cet effet – à supposer qu'ils aient souhaité quitter leur chez-soi. Car au printemps 1943 encore, quasi-

⁸³ L'activité des informateurs se distinguait fondamentalement à cet égard des tâches confiées au *Jüdischer Fahndungsdienst*, créé à Berlin au printemps 1943 pour mettre la main sur les Juifs vivant dans l'illégalité. Cfr. D. Tausendfreund, *Erzwungener Verrat. Jüdische "Greifer" im Dienst der Gestapo 1943-1945*, Berlin, 2006.

ment la moitié des Juifs déportés par le XXI^e convoi furent, à Bruxelles, arrêtés à leur domicile ou tout près. Et pourtant, le nombre des Juifs plongés dans la clandestinité ("*untergetaucht*") était à ce point élevé que la Sipo-SD fut contrainte de renoncer aux rafles de masse dans les quartiers.

Maxime Steinberg déjà avait émis la thèse selon laquelle, dès l'automne 1942, l'occupant allemand n'était plus en mesure d'opérer des rafles d'importance parce que les Juifs, en Belgique, étaient passés dans la clandestinité⁸⁴. Steinberg pense néanmoins au premier chef à la résistance organisée. La reconstruction systématique des données concernant les arrestations et des circonstances qui les entourent, ainsi que les nombreuses données biographiques individuelles que nous avons exploitées et les sources nouvelles mises à jour administrent la preuve qu'il existait une relation de cause à effet entre les stratégies individuelles de survie des Juifs et les techniques allemandes de persécution.

Les réactions des Juifs vues par les acteurs de la persécution

La recherche a jusqu'ici tenu pour acquis que le premier rapport émanant de l'appareil allemand d'occupation attestant la fuite des Juifs dans la clandestinité date du 24 septembre 1942 et provient de l'ambassadeur Werner von Bergen⁸⁵. Les rapports du BdS de Bruxelles concernant la persécution des Juifs de l'année 1942, que l'on considérait jusqu'ici comme perdus et que nous avons retrouvés au *Berliner Bundesarchiv* attestent pour la première fois que les auxiliaires d'Eichmann en Belgique enregistrèrent dès après le début des déportations les efforts des Juifs pour se sauver, en rendirent compte en détail à Berlin et les prirent en considération lors des arrestations⁸⁶.

⁸⁴ Voir en particulier M. Steinberg, *L'étoile et le fusil (La question juive, 1940-1942 ; Les cent jours de la déportation des Juifs de Belgique ; La traque des Juifs, 1942-1944*, vol. 1-2), Bruxelles, 1983-1986.

⁸⁵ Le rapport de Bergen est reproduit dans S. Klarsfeld – M. Steinberg (dirs.), *Die Endlösung der Judenfrage in Belgien. Dokumente*, New York – Paris o. J. [1980], pp. 45-46. Cfr. M. Steinberg, *La persécution des Juifs...*, pp. 292-297.

⁸⁶ Rapports de Belgique et du Nord de la France n° 16/42 du 15.8.1942, n° 17/42 du 31.8.1942, n° 18/42 du 15.9.1942, n° 19/42 du 1.10.1942, Bundesarchiv Berlin, R 58/6399, où figurent aussi les citations qui suivent. Que ces rapports sur la persécution des Juifs aient été conservés a jusqu'ici échappé aux chercheurs. C'est ainsi que l'on souligne dans l'introduction à l'édition des sources en question que l'on ne disposerait, sur la persécution des Juifs en Belgique, que de trois courts rapports des années 1943-1944 : cfr. H. Boberach (éd.), *Regimekritik, Widerstand und Verfolgung in Deutschland*

Dans les rapports du 15 août 1942 – les deux premiers trains de la déportation de Belgique étaient partis les 4 et 11 août pour Auschwitz – les fonctionnaires constataient certes encore : « L'opération s'est jusqu'ici déroulée sans accroc ni incident qui vaille d'être mentionné. » Ils s'empressaient néanmoins d'ajouter que le début des déportations avait renforcé l'exode illégal des Juifs de Hollande vers la France et qu' « une fraction considérable des Juifs » n'avait pas obtempéré aux ordres de mise au travail leur enjoignant de se présenter d'eux-mêmes au camp de transit de Malines. En fait, le refus de nombreux Juifs de donner suite aux convocations pour la prétendue "mise au travail" obligea l'occupant à procéder, le soir même du jour où fut rédigé le rapport en question, à la première grande rafle visant à arrêter les Juifs en Belgique⁸⁷.

Dans les rapports du 31 août – le VI^e convoi venait de quitter Malines –, il était à nouveau question de la fuite illégale des Juifs à l'étranger, ainsi que de faux papiers. En outre, les représentants bruxellois de l'Office central de Sécurité du *Reich* (*Reichssicherheitshauptamt*, RSHA) se voyaient contraints de constater « que la grande majorité des Juifs habitant en Belgique ne porte plus l'étoile juive en public ». Enfin, ils évoquaient pour la première fois le fait qu'il était "courant" que des Juifs tentent de trouver pour y passer la nuit hors de chez eux une planque chez des Belges non juifs. C'est ainsi que les plus importantes parmi les stratégies individuelles de survie mises en œuvre par les Juifs se trouvent actées dès la fin août, alors même que les déportations se déroulaient encore, au jugement des auteurs des rapports, « sans véritables incidents ».

En fait, avec le départ du X^e convoi le 15 septembre 1942, le programme prescrit par Berlin, prévoyant de déporter 10.000 Juifs de Belgique pour la fin de l'été se trouvait rempli. Les rapports datés du même jour du BdS de Bruxelles ne laissent pourtant subsister aucun doute quant au fait que les réactions des Juifs aient entretemps occasionné pour la Sipo-SD de considérables difficultés. Comme les Juifs n'obéissaient pas

und den besetzten Gebieten. Meldungen und Berichte aus dem Geheimen Staatspolizeiamt, der SD-Hauptamt der SS und dem Reichssicherheitshauptamt 1933-1945. Volume de conclusion de l'édition microfiche, Munich, 2003, p. XXVIII.

⁸⁷ M. Steinberg (*La persécution des Juifs...*, pp. 250-251) est le premier à avoir indiqué le refus massif des Juifs d'obtempérer aux ordres de déportation et la relation entre ce refus et les grandes rafles. Cfr. aussi L. Schram, « Les convocations pour le travail à l'Est », dans J.-Ph. Schreiber – R. Van Doorslaer (dirs.), *Les curateurs du ghetto. L'Association des Juifs en Belgique sous l'occupation nazie*, Bruxelles, 2004, pp. 319-344.

aux ordres de mise au travail, affirmait le rapport, il avait fallu constituer les convois en recourant aux rafles et aux arrestations individuelles. Très certainement, compte tenu de l'accord intervenu entretemps sur la continuation du programme de déportation, on souligna que les Juifs « en général » quittaient, en tout cas la nuit, leur domicile officiel et, « pour la plupart », possédaient de faux papiers. On continua à considérer que les fuites vers la France devaient être signalées. De plus, le *Judenreferat* avait désormais de quoi étayer le soupçon que des parents juifs se séparaient de leurs enfants et les cachaient avec le soutien d'institutions belges⁸⁸.

Quinze jours plus tard, le Sipo-SD dut admettre que les réactions des Juifs lui imposaient à nouveau de modifier ses techniques de persécution. Le 1^{er} octobre 1942 – les arrestations pour le XII^e convoi venaient de commencer – le BdS de Bruxelles, dans ses rapports à Berlin, avançait le passage généralisé des Juifs dans l'illégalité et le soutien dont ils jouissaient de la part de la population non juive comme raison de ce que des rafles d'envergure n'étaient plus praticables : « Que les Juifs se cachent et qu'on les héberge illégalement est devenu depuis lors un fait que tout le monde connaît et que confirment chaque jour davantage les propres constatations de la *Sicherheitspolizei*. Dans ces circonstances, les rafles effectuées avaient aussi de moins en moins de succès, si bien que la constitution des convois ne peut plus guère se faire que par la voie d'opérations isolées. » Peu de temps seulement après le début des déportations de Belgique, les persécuteurs se virent donc confrontés à des contremesures massives de la part de la population juive. Chacun des nombreux comportements résistants et plans de survie des Juifs a été mentionné dans les rapports adressés au *Reichssicherheitshauptamt* à Berlin, l'autorité centrale de planification du judéocide. Et eux-mêmes étaient bien conscients qu'il leur faudrait à l'avenir adapter aux réactions juives la technique de la persécution.

Conclusion

Les recherches biographiques peuvent, comme on l'a vu, s'avérer particulièrement instructives quant à la manière dont les nombreuses victimes "anonymes", qui furent en fin de compte tout de même arrêtées,

⁸⁸ En septembre 1942 fut fondé le Comité de Défense des Juifs qui permit surtout le sauvetage d'enfants juifs.

déportées et assassinées, tentèrent de se mettre à l'abri, elles ou leur famille. Ce ne sont pas seulement les Juifs qui en ont réchappé, mais également ceux qui ont péri, qui avaient de toutes sortes de manières pris des dispositions pour déjouer la menace qui pesait sur leur vie.

On appréciera d'abord dans toute son importance l'ampleur des efforts de chacun pour survivre en considérant les difficultés que les Juifs avaient à surmonter. Un contexte extrêmement hostile contraignait les persécutés à une série de pratiques illégales – falsification de documents d'identité, délits financiers, passages de frontières clandestins, refus de porter l'étoile jaune ou interdiction faite aux Juifs de séjourner en dehors de leur domicile régulier. Ces tentatives de sauver sa vie n'allaient jamais sans risque personnel considérable. Il fallait réunir des fonds, dont beaucoup de Juifs ne disposaient pas. Le recours à une assistance vénale (tels les passeurs, les faussaires, les logeurs) s'avéra nécessaire dans nombre de cas, mais resta toujours dangereux. Bien que la population non juive – contrairement à la situation prévalant en Allemagne – eût maintes fois témoigné de sa solidarité, on ne pouvait nullement s'en remettre à elle à tout coup.

Les hommes d'Eichmann à Bruxelles ont enregistré dès le début de la manière la plus exacte le comportement de la population juive persécutée. Il n'est dès lors pas étonnant qu'ils se soient rapidement vus contraints d'arrêter un par un ou par petits groupes la plupart des Juifs de Belgique.

En ce qui concerne les acteurs de la persécution, la *Sicherheitspolizei* n'eut besoin, on le sait, que d'un personnel relativement restreint pour s'emparer des Juifs et remplir les trains de la mort. Une condition préalable en était la collaboration avec d'autres services allemands (*Devisenschutzkommando*, *Feldgendarmarie*, *Geheime Feldpolizei*, gardes-frontière), qui contribuèrent considérablement par les arrestations qu'ils effectuèrent de leur côté à la déportation des Juifs de Belgique. On peut pourtant également montrer que la moitié environ des 1.560 victimes qui arrivèrent à Auschwitz par le XXI^e convoi ont été arrêtées par des escouades réduites de la Gestapo de Bruxelles. Lors de la chasse à l'homme, ces dernières n'hésitèrent pas à miser sur l'usage de la violence physique pour arracher à ceux qu'ils avaient arrêtés d'autres adresses et informations touchant des pratiques illégales. Ils s'en remirent néanmoins en premier lieu aux méthodes chères aux services secrets et mirent en jeu de nombreux informateurs. Firent office d'acolytes supplémentaires antérieurement au départ du XXI^e convoi des SS flamands de Bruxelles, qui accompagnèrent

les fonctionnaires allemands lors de l'arrestation de Juifs. Que la *Sicherheitspolizei* ait pu appréhender un grand nombre d'hommes, de femmes et d'enfants juifs à l'aide d'un groupe restreint d'acteurs n'est sans doute en fin de compte pas non plus sans rapport avec le fait qu'elle disposait d'approximativement trois mois pour préparer le XXI^e convoi.

L'un des résultats les plus importants que puisse livrer une recherche à orientation biographique portant sur des convois spécifiques de déportation, a trait à la provenance des victimes de la Shoah en Belgique. Le grand nombre de ceux qui avaient fui l'Allemagne nazie se trouvant dans le XXI^e convoi est tout aussi remarquable que le fait qu'en 1943 encore de nombreux Juifs appartenant à tous les groupes d'âge et des familles entières tentèrent de fuir l'Europe occupée, via la Belgique, au départ des Pays-Bas. Avant d'être arrêtés et, de Malines, envoyés à la mort. Enfin, comme l'atteste la ventilation des domiciles officiels en territoire belge, la majorité des Juifs déportés par le XXI^e convoi ne venaient pas d'Anvers, mais de Bruxelles. La question de savoir si les Allemands ont réellement arrêté à Anvers la majorité des Juifs déportés de Belgique, comme le donne à entendre la littérature existante, nécessite l'examen d'autres convois selon la méthode, proposée dans cet essai, de l'enquête prosopographique.

Jacheta Abramowicz © SVG

Elsa Eder © MJDR

Sura Rywka Gliksman
© SVG

Ruchel Landau © SVG

Hijman Perels © MJDR

Chana Kawa-Benich © MJDR

Fela Orensztein © SVG

Zyman-Szmul Chrzanowski © SVG

Anna Ziegel © SVG